



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

du

QUÉBEC

TROISIÈME SESSION – 28^e Législature

Le vendredi 21 juin 1968

Vol. 7-N°66

Président: l'honorable Rémi Paul, C.R.

TABLE DES MATIERES

Question de privilège — Incendie à la mécanographie	
Le chef de l'Opposition (M. Jean Lesage)	3037
H. Armand Maltais.	3037
Questions et réponses	
Plaintes futures.	3037
Accord sur Churchill Falls.	3038
Question de privilège — Tenue des débats en Chambre	
M. Philippe Demers.	3038
Questions et réponses (suite)	
Usine de Contrecoeur.	3039
Nouveau pont à Hull.	3039
Comité des subsides	
Crédits du ministère de l'Education.	3040
Crédits du Conseil exécutif.	3040
Message du Conseil législatif.	3059
Comité des subsides (suite).	3059
Ajournement.	3066

L'Imprimeur de la reine: Roch Lefebvre

L'exemplaire, 10 cents—Par session, \$5—Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Comptable de l'Assemblée législative, Québec.

Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

(Dix heures quarante-cinq minutes)

M. PAUL (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Présentation de pétitions.
Lecture et réception de pétitions.
Présentation de rapports de comités élus.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de bills privés.
Présentation de bills publics.

L'honorable chef de l'Opposition.

Question de privilège

M. LESAGE: Très brièvement, une question de privilège. Hier, au cours de la discussion des crédits du Conseil exécutif en comité, je cite la feuille R/3658 de l'épreuve du Journal des Débats, « M. Maltais (Limoilou): Je soulève un point d'ordre. Je voudrais quand le chef me cite, qu'il me cite conformément à ce que je dis. » Il parlait du chef de l'Opposition. « Je n'ai jamais dit que d'autres suivraient au fur et à mesure, il s'agit de plaintes devant des tribunaux dans le cas de la présumée fraude au ministère du Bien-Etre social. » Je continue la citation. « J'ai dit que des plaintes seraient portées incessamment, un point c'est tout. »

Je réfère à la page 2885 du journal des Débats: « M. Maltais (Limoilou): » — C'était une déclaration ministérielle — « A la suite de la déclaration de mon collègue le ministre de la Famille et du Bien-Etre social, j'ajoute au nom du ministre de la Justice que les procédures qui s'imposent seront prises au fur et à mesure que la preuve s'avérera disponible et qu'elle les justifiera. J'ajoute de plus que des plaintes doivent être portées incessamment comme conséquence préliminaire de l'enquête instituée le 11 avril 1968 par la Sûreté du Québec à la suite d'une plainte du ministère de la Famille et du Bien-Etre social. »

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre d'Etat à la Justice.

M. MALTAIS (Limoilou): Relativement à l'interprétation donnée par le chef de l'Opposition à mes paroles, voici: il a dit ceci, et je me rapporte aux épreuves du journal des Débats, de m é m o i r e . Il aurait dit hier soir, pendant la discussion des crédits de l'honorable premier ministre, en me citant, que j'aurais déclaré que des plaintes seraient portées incessamment et que d'autres plaintes seraient portées au fur et à mesure, laissant entrevoir à ce moment-là

que nous étions en possession de preuves pour pouvoir conclure à d'autres plaintes qui viendraient au fur et à mesure. Or, tel n'était pas le sens de ma déclaration.

Quant aux procédures mentionnées, j'ai dit que, lorsque la preuve serait disponible, des procédures s'imposeraient.

M. LESAGE: Oui.

M. MALTAIS (Limoilou): Au moment où j'ai parlé, la preuve était disponible, mais pour des poursuites qui devaient être prises de façon incessante. C'est cette distinction que je voulais faire ressortir.

M. LESAGE: J'ai moi-même fait la distinction, mais je pense qu'il n'y a pas lieu d'insister.

UNE VOIX: Vous devez prendre la parole du ministre.

M. LESAGE: La parole du ministre, je la prends, dans ses déclarations d'hier soir et de mardi. C'est tout! C'est consigné au journal des Débats. Je n'ai rien à ajouter, sauf que j'ai une question à poser au ministre de la Justice, maintenant qu'il est revenu.

Questions et réponses

Plaintes futures

M. LESAGE: Est-ce que l'enquête qui s'est poursuivie laisse croire que d'autres plaintes seront portées incessamment et, particulièrement, est-ce que la preuve recueillie jusqu'à présent permet de porter des plaintes en ce qui concerne la tentative d'incendie même?

M. BERTRAND: Il y a, on le comprendra, deux enquêtes dans cette affaire. Une enquête se poursuit en même temps que l'autre.

M. LESAGE: Oui, oui.

M. BERTRAND: Elle porte sur les causes de l'incendie. Je dois dire que, jusqu'à présent, nous n'avons pas de preuves assez concluantes relativement à l'incendie pour que je puisse déclarer qu'il s'agirait d'un incendie criminel.

Au sujet de la même affaire, je dois dire que tous les éléments de preuve, par exemple, tout les chèques, ont été conservés. Même s'il y avait eu, en certains cas, incendie ou commencement d'incendie au sujet de certaines pièces, on a pu les reconstituer intégralement. Autrement dit, il y avait de la fumée et tout cela...

M. LESAGE: J'ai compris.

M. BERTRAND: ... mais on a réussi à corriger ces pièces et à les rendre utilisables pour les fins de preuve. Deuxièmement, on conviendra qu'étant donné qu'une partie de l'enquête est maintenant sub judice, je n'en parle pas. L'enquête continue et, dès que les éléments de preuve nous le permettront, d'autres plaintes seront portées.

M. LESAGE: Quant à la première partie de l'enquête, celle qui touche à l'incendie, le ministre dit que les éléments de preuve recueillis ne permettent pas de conclure qu'il s'agit...

M. BERTRAND: Non.

M. LESAGE: ... d'un incendie criminel ou d'une tentative d'incendie criminel. Est-ce que le dossier est clos ou bien si l'enquête continue?

M. BERTRAND: Le dossier n'est pas clos.

M. LESAGE: L'enquête se poursuit dans l'espoir de trouver les éléments de preuve nécessaires?

M. BERTRAND: Afin de déceler s'il y a eu incendie criminel, mais jusqu'à présent les rapports que j'ai obtenus sont à l'effet qu'il n'y a absolument rien de concluant.

M. LESAGE: Est-ce qu'on n'avait pas répandu de l'huile ou de l'essence?

M. BERTRAND: Je ne voudrais pas, M. le Président, à ce moment-ci, révéler quoi que ce soit qui pourrait être de nature à paralyser ou à empêcher l'enquête qui se poursuit.

M. LESAGE: Très bien, nous reviendrons à la charge.

M. BERTRAND: Oui.

Accord sur Churchill Falls

M. LESAGE: M. le Président, est-ce qu'il est exact que l'on doit s'attendre d'un jour à l'autre à la signature d'un accord entre Churchill Falls Corporation et l'Hydro-Québec?

M. JOHNSON: M. le Président, la Chambre a adopté deux bills qui ont facilité les négociations, mais ces deux bills sont venus à la suite de discussions entre avocats, ce qui a eu pour

résultat de retarder les négociations d'environ un mois.

Les négociations se poursuivent. Le champ des clauses litigieuses se rétrécit, ce qui ne veut pas dire, cependant, qu'il ne s'agit pas de principes ni de montants importants. Le travail avance et nous y consacrons le peu de temps qu'il nous reste entre les séances.

Nous tentons, même à des heures tardives, de nous replonger dans ce dossier extrêmement complexe. Je suis tenté, parfois, d'appeler le chef de l'Opposition pour que nous travaillions ensemble sur ce dossier qu'il connaît déjà bien. J'aimerais lui montrer les dernières négociations, mais malgré cette tentative que j'aurais de le mettre au courant et d'en informer la Chambre au complet, je crois qu'il n'est pas d'intérêt public d'en dire plus pour le moment.

M. CADIEUX: Ce serait pour le bien de la province!

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saint-Maurice.

Question de privilège

M. DEMERS: M. le Président, j'invoque la question de privilège afin que le bon renom de l'Assemblée législative soit sauvegardé. Je m'élève ce matin, avec la vigueur et avec les propos les plus délicats dont je suis capable, contre cet article de journal qui traite des collègues de cette Assemblée législative de gluants opportunistes et d'hypocrites. Jevoudrais, M. le Président, que dans ce journal on sauvegarde le bon renom de notre Assemblée.

Lorsqu'on traite des collègues de cette Chambre d'hypocrites, d'opportunistes gluants, on touche à toute l'Assemblée législative.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre du Travail.

M. BELLEMARE: M. le Président, nous avons accepté le 19 juin 1968 un ordre de la Chambre de déposer le document 114; ordre de la Chambre de M. Courcy et réponse de M. Vincent. Document déposé.

Nous avons aussi accepté le 19 juin l'article 124, ordre de la Chambre de M. Courcy, réponse de M. Vincent.

Je vais vous en donner lecture, en vertu de la note.

M. JOHNSON: En vertu de la note trois de l'article 1,083, il est censé lire tout ça comme leader parlementaire.

M. LESAGE: Je crois que nous serons unanimes, M. le Président...

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre est dispensé.

M. BELLEMARE: J'attire l'attention de la Chambre pour démontrer combien il est important de poser des questions, mais combien ça coûte cher aussi quelquefois si on y répond.

M. LESAGE: Non, tout de même.

M. BELLEMARE: On aurait pu simplement demander à l'honorable député de consulter...

M. LESAGE: M. le Président, je pense que les dépôts de documents...

M. BELLEMARE: D'accord.

M. LESAGE: Il y a un ordre de la Chambre et on dépose les documents.

M. GRENIER: A l'ordre!

M. BELLEMARE: Je dépose les documents avec bonne grâce, j'nais j'attire l'attention sur le travail qu'ont dû fournir les fonctionnaires pour préparer ces documents.

M. LESAGE: Merci pour la bonne grâce et félicitations aux fonctionnaires.

M. LE PRESIDENT: Affaires du jour.

M. BELLEMARE: J'espère que ceux qui lisent les documents vont trouver quelques virgules manquantes ou quelques erreurs. Comme la dernière fois ils ont trouvé à la Voirie \$0.02 et \$0.10.

\$0.02, M. le Président et \$0.10 sur le budget de la Voirie. Imaginez-vous.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Drummond.

Usine de Contrecoeur

M. PINARD: M. le Président, j'adresse ma question au premier ministre. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire si, à la suite des séances du comité des régies gouvernementales au cours desquelles M. Gignac a été entendu, avec ses experts, le premier ministre lui-même ou le conseil des ministres a été en mesure de prendre une décision quant

aux achats de certains actifs de la compagnie Dosco pour l'implantation d'un complexe sidérurgique intégré à Contrecoeur? Et si le premier ministre peut nous annoncer la date limite de la décision gouvernementale concernant l'acquisition de ces actifs?

M. JOHNSON: M. le Président, il n'y a pas de date limite prévue entre les parties qui ont négocié et qui en sont arrivées à un accord de principe, soit Sidbec d'une part et Hawker-Siddeley d'autre part, ces derniers détenteurs d'un bloc de 77% des actions votantes de Dosco.

Cependant, il y a une sorte de limite imposée par les habitudes en semblable matière, c'est-à-dire que l'on ne peut pas indéfiniment laisser Dosco en l'air, pour ainsi dire, on a raison de dire que des négociations qui traîneraient trop longtemps pourraient créer de l'incertitude chez les employés ou abaisser leur moral.

Alors, nous avons décidé de présenter un projet de loi ou une proposition budgétaire — c'est à l'étude et en préparation — qui permettrait au gouvernement d'investir jusqu'à un maximum de \$60 millions, moyennant certaines conditions à être établies, négociées entre, cette fois, le lieutenant-gouverneur en conseil et Sidbec.

Alors, disons que, la semaine prochaine, nous espérons avoir cette législation. On sait que l'on ne pourrait pas affecter \$12 millions à un projet sans, au moins, une proposition budgétaire.

M. LE PRESIDENT: L'honorable chef de l'Opposition.

Nouveau pont à Hull

M. LESAGE: M. le Président, il ne s'agit pas de demander, dans ce cas-ci, une réponse immédiate. Je voudrais attirer l'attention du premier ministre et du leader du gouvernement, en l'absence du ministre de la Voirie, sur des documents déposés le 12 juin à la suite d'une adresse présentée par le député de Hull. Il s'agit du document no 134.

M. BELLEMARE: Pardon?

M. LESAGE: Le document 134.

M. BELLEMARE: Oui?

M. LESAGE: C'est une question qui ne porte pas à controverse. Le député de Hull avait de-

mandé le dépôt de la correspondance échangée entre les gouvernements du Canada, de l'Ontario et du Québec, relativement au projet de construction d'un nouveau pont entre Hull et Ottawa. Les lettres du ministre des Travaux publics du gouvernement fédéral au premier ministre, en date du 27 février 1967 et du 17 avril 1967, ont été déposées; elles font partie du document 134, mais il n'y a copie d'aucune réponse, ni du premier ministre, ni du ministre des Travaux publics, ni du ministre de la Voirie.

Je demande si c'est parce qu'il n'y a pas eu de réponse ou s'il s'agit d'une erreur. C'est une demande de vérification, tout simplement.

M. LE PRÉSIDENT: Affaires du jour.

M. BELLEMARE: Article 1.

Comité des subsides

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre des Finances propose que je quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LEBEL (président du comité des subsides)

M. PROULX: M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité des crédits, chargé d'examiner les postes budgétaires du ministère de l'Éducation, a adopté tous les postes budgétaires de ce ministère mais que, cependant, le poste budgétaire no 1 reste en suspens pour étude ultérieure.

Merci. Applaudissez un peu.

M. LE PRÉSIDENT: Ce rapport est-il adopté?

M. LESAGE: Oui. Pas par la Chambre cependant. Il est reçu...

M. LE PRÉSIDENT: Il est reçu.

M. LESAGE: ... mais il y a un article en réserve.

M. BELLEMARE: On l'a dit.

M. LESAGE: Oui, c'est cela. Un article a été réservé pour étude en comité des subsides.

M. LE PRÉSIDENT: Conseil exécutif. Article 12.

M. MICHAUD: M. le Président, lors de la suspension des travaux de la Chambre, hier soir, je disais que le premier ministre en répondant à la motion de blâme présentée par le chef de l'Opposition et secondée par celui qui vous parle, n'est vraiment pas allé au fond des choses et n'a pas vraiment répondu à l'argumentation que nous avons tenue concernant l'Office d'information et de publicité du Québec.

Je n'ai jamais vu un plaidoyer aussi faible. Je n'ai jamais entendu, surtout de la part du premier ministre, une argumentation aussi discutable. Nos critiques ont porté sur des points précis de l'Office d'information et de publicité. Le premier ministre, dans un très long discours, répond à peu près ceci à la motion de blâme que nous avons présentée. D'abord, une attaque que je qualifierais de violente diatribe contre le journal *Le Soleil*, ses journalistes et son propriétaire. Pourquoi? Parce que le journal *Le Soleil* aurait, dans l'esprit du premier ministre, ou faussé la relation de certains faits ou rapporté les propos du chef de l'Opposition.

Je ferai remarquer au premier ministre, qui ne connaît pas forcément les mécanismes de la profession journalistique, qu'il existe dans ce métier des structures établies. Au cours du débat d'hier, je lui ai dit que je ne crois pas que les propriétaires du *Soleil* donnent des instructions au chef du pupitre ou au titrier qui chapeaute et coiffe les articles des courriéristes parlementaires des titres. Il existe dans les salles de rédaction à l'heure actuelle — et surtout au *Soleil* qui a à peu près le modèle le plus perfectionné de relation entre d'une part les journalistes et d'autre part le patronat — des règles et des codes.

Le journal *Le Soleil* qui a été l'objet d'une violente attaque de la part du premier ministre, est l'entreprise de presse, à l'heure actuelle, qui a réussi à concilier, au moins dans sa convention collective quand arrivent des problèmes traitant la liberté de l'information, les intérêts du public, les intérêts du patronat et les intérêts de la profession journalistique, puisque le patron et les syndicats ont accepté de confier à un organisme extérieur au journal tout litige grave et sérieux — cela est une disposition de la convention collective — qui pourrait survenir en matière d'information.

M. le Président, le premier ministre pourra tous les jours faire des colères à l'endroit des journalistes, des courriéristes parlementaires s'il le désire, cela est extrêmement facile. Comme je pourrais faire moi, ce matin, une verte colère ou une rouge colère si je lisais *Montréal-Matin* et si je m'apercevais que la motion de non-confiance présentée hier par le chef de

l'Opposition et secondée par le député de Gouin n'a pas eu l'honneur ni d'un écho ni d'un article dans l'édition du journal Montréal-Matin qu'il m'a été donné de consulter. Je ne ferai pas cette colère. Je sais qu'il est des mécanismes...

M. JOHNSON: On a dû préférer donner de la publicité à M. Trudeau.

M. MICHAUD: ... d'acheminement de la nouvelle, que le courriériste parlementaire de Montréal-Matin a peut-être écrit l'information, l'a peut-être acheminée sur les télécopieurs, que la publicité et les discours des candidats conservateurs mobilisant tellement d'espace dans Montréal-Matin par le temps qui court, le Parlement du Québec et les échos du Parlement du Québec viennent forcément en second lieu.

M. le Président, il est trop facile lorsque nous sommes en politique de dauber sur le dos des journalistes et des entreprises de presse, de les accuser de tous les crimes et de faire peser sur eux le poids de tous les péchés d'Israël. Je répète que l'attitude du premier ministre n'est pas celle d'un chef d'Etat lorsqu'il s'attaque de cette façon ou aux propriétaires ou aux journalistes. Il me semble que cela devrait cesser en cette Chambre. Ce sont des débats qui deviennent finalement oiseux, qui tournent à vide. L'Opposition entre les journalistes et les hommes politiques est une constante depuis l'histoire du journalisme dans le monde. Ce n'est pas parce que la presse comme telle, en général, n'est pas vis-à-vis du gouvernement actuel dans un état total de servilité, d'assujettissement que le premier ministre devrait tenir rigueur aux journalistes d'être en disponibilité critique vis-à-vis des décisions du pouvoir. Si cela n'était pas, si cela n'existait pas, nous serions dans une situation telle que la démocratie serait en danger. Il est absolument nécessaire, pour freiner les appétits du pouvoir quel qu'il soit — le pouvoir comportant en lui-même des effets corrosifs — il est nécessaire d'avoir une presse vigilante et agressive.

Le premier ministre répond donc à notre argumentation en faisant un long plaidoyer sur l'attitude du journal Le Soleil, d'une part D'autre part, il nous accuse de vouloir faire glisser le débat de l'Office d'information sur la voie des attaques personnelles, contre des noms, des personnes qui exercent des fonctions publiques. Là-dessus, je dirai au premier ministre reprenant un peu mes propos d'hier soir: Mais au nom de quelle impunité des hommes exerçant une fonction publique ou étant conseillers en communications sociales, au nom de quelle impunité deviendraient-ils des intouchables?

Parce qu'ils sont étrangement et très intimement liés au pouvoir politique? Je ne crois pas que la position du premier ministre là-dessus soit également défendable. Nous sommes ici en qualité de députés élus, de représentants du peuple pour demander des comptes sur des faits et sur des gestes publics. La fidélité à notre mandat nous commande d'exercer ce métier; nous avons l'intention — enfin, pour celui qui vous parle — de l'exercer jusqu'à sa limite, mais toujours dans les normes et dans les cadres de la contestation politique normale.

Troisièmement, le premier ministre fait un long plaidoyer, qui n'est pas pertinent au débat, sur l'incendie au centre de mécanographie. Quatrièmement, il nous demande: Mais pourquoi attaquez-vous en cette Chambre des collaborateurs professionnels? Vous pouvez référer au journal des Débats, il dit: Mais, un avocat n'attaque jamais un avocat. J'ai trouvé ces propos du premier ministre particulièrement suaves.

M. JOHNSON: Pourquoi le député de Gouin veut-il déformer mes propos? J'ai bien qualifié toute cette série de phrases où je disais qu'un avocat n'attaque pas un avocat, qu'un architecte n'attaque pas un architecte, en disant qu'on ne s'attaquait pas à eux à cause de leurs activités politiques. J'ai donné l'exemple de M. Pigeon. Parce qu'il a été libéral, ça ne veut pas dire que ce n'est pas un bon avocat; parce que quelqu'un a travaillé pour l'Union Nationale, ça ne veut pas dire que c'est un mauvais publicitaire. C'est tout ce que ça veut dire.

M. LEFEBVRE: Je pense que vous l'avez drôlement descendu, M. Pigeon; vous devriez vous en souvenir.

M. JOHNSON: Je n'ai jamais descendu M. Pigeon. J'ai tout simplement critiqué le gouvernement qui donnait \$250,000 à un seul avocat.

M. LEFEBVRE: Sur une question d'honoraires. Or, c'est ce qu'a fait le député de Gouin, hier. Alors, de quoi vous plaignez-vous?

M. JOHNSON: Le député de Gouin et le chef de l'Opposition ont parlé de partisanerie et de patronage.

M. LEFEBVRE: J'ai entendu qu'ils avaient cité des montants d'honoraires.

M. JOHNSON: Oui, \$7,000 pour M. Gagnon pour un petit rapport, une « galette, » et \$10,000 pour un travail qui dure depuis un an et demi.

Je pense qu'on n'a pas abusé. J'ai souvent des demandes pour que ça bouge un peu plus dans le paiement des factures.

M. MICHAUD: Si cela était vrai, les erreurs passées n'excusent pas les erreurs du présent ni celles de l'avenir. Le premier ministre a dit textuellement — il pourra référer à l'épreuve du journal des Débats — : « Un avocat n'attaque pas un avocat ». Sur ses affiliations politiques? Mais, pourquoi pas? Je parle d'hommes — M. Cyr et M. Loiselle — qui ont été intimement liés à un parti politique; M. Loiselle plus que M. Cyr, bien sûr, mais liés, puisque M. Loiselle a pris en charge la propagande de l'Union Nationale. Je n'en fais pas un scandale

ment conseiller en communications.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Vous mettez en doute son intégrité!

M. MICHAUD: M. Cyr a travaillé pour M. Loiselle, lequel travaillait pour l'Union Nationale. Donc, il y a des liens évidents.

M. JOHNSON: Puis?

M. MICHAUD: Je n'en fais pas un drame. Je pose des faits et je me dis: Voici maintenant des hommes qui sont au coeur même d'un organisme aussi important que l'Office d'information et de publicité. Ces hommes doivent rendre des comptes; ils sont forcément devant l'opinion publique. Est-ce malsain et scandaleux de leur demander des comptes? Je dis au premier ministre: Bon, vous avez versé \$22,244.08 à la firme Intermedia, soit à MM. Loiselle et Gros D'Aillon, pour la visite du général de Gaulle. M. Loiselle et M. Gros D'Aillon touchent également \$6,250 du ministère de la Santé, \$11,425 du ministère de l'Education, \$2,100 du ministère des Finances, et la firme Intermedia a reçu, l'année dernière, \$10,000, pour un total de \$54,019.08. Est-ce que je serai à ce point indécent si je demande au premier ministre où est allé cet argent? Je le lui demanderai aux crédits tout à l'heure. Est-ce qu'il me fera des procès d'intentions? Est-ce qu'il m'accusera de vouloir renier d'anciennes ou de vieilles ou de séculaires amitiés? Si le premier ministre croit ça, s'il affirme que je n'ai pas, comme député de l'Opposition, non seulement le droit, mais le devoir de le faire, je ferme tous mes dossiers, je prends mes cliques et mes clagues et je ne fais plus mon métier d'homme de l'Opposition.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce n'est pas comme ça que vous avez présenté le problème.

M. MICHAUD: J'ai expliqué au premier ministre qu'il était, bien sûr, tout à fait normal que la direction du parti me confiât le problème de la critique officielle des crédits consacrés à l'information et à la publicité, puisque, ayant exercé le métier de journaliste pendant dix-sept ans et l'exerçant encore, est-ce que le premier ministre voudrait qu'un de mes collègues me remplace?

La question, évidemment, est posée. Je suis sûr que le premier ministre, qui a été dans l'Opposition, ne contestera pas le droit du député de Gouin de scruter le plus à fond possible les dépenses de l'Office de l'information et de publicité de même que d'analyser les activités politiques. Politiques avec un grand P, cela s'entend, non pas de politique partisane, mais d'analyser les gestes et les activités de MM. Loiselle, Gros d'Aillon ou Cyr en tant que leurs activités sont reliées, ou à l'exercice d'une fonction publique, comme dans le cas de M. Cyr, ou à l'exercice d'une fonction parapublique, comme dans le cas de M. Loiselle. M. Loiselle, ai-je appris, est conseiller en communications sociales, je reviens là-dessus parce que je connais des travailleurs sociaux, je connais des spécialistes en sciences sociales, mais des conseillers en communications sociales, ça, c'est nouveau pour moi. Je ne sais pas si c'est une invention du premier ministre, mais passons.

M. Loiselle serait conseiller auprès du ministre d'Etat à la Fonction publique en matière de communications pour la négociation de la convention collective avec les fonctionnaires. Est-ce que je serai indécent de demander au premier ministre: Mais, qu'est-ce que M. Loiselle fait là? M. Loiselle est toujours dans l'entourage du premier ministre. Il est son ombre fidèle et exquise. Il est toujours là, on les voit toujours ensemble dans des conciliabules au Café du Parlement; ils ne se cachent pas, bien sûr. M. Loiselle et M. Cyr sont fréquemment ensemble. Je ne fais pas des procès d'association, mais étant donné que l'un est propagandiste de l'Union Nationale ou l'a été, et l'autre directeur de l'Office de l'information et de publicité, il me semble que là, c'est un débat politique normal.

M. Loiselle serait conseiller auprès du ministre d'Etat à la Fonction publique en matière de communications pour la négociation de la convention collective avec les fonctionnaires. Est-ce que je serai indécent de demander au premier ministre: Mais, qu'est-ce que M. Loiselle fait là? M. Loiselle est toujours dans l'entourage du premier ministre. Il est son ombre fidèle et exquise. Il est toujours là, on les voit toujours ensemble dans des conciliabules au Café du Parlement; ils ne se cachent pas, bien sûr. M. Loiselle et M. Cyr sont fréquemment ensemble. Je ne fais pas des procès d'association, mais étant donné que l'un est propagandiste de l'Union Nationale ou l'a été, et l'autre directeur de l'Office de l'information et de publicité, il me semble que là, c'est un débat politique normal.

Le premier ministre me répondra à cela. Je suis complètement soufflé, estomaqué et sidéré de voir qu'il méconnaît ou refuserait à celui qui vous parle le droit de poser des questions politiques. Le premier ministre sait bien que, depuis dix-sept ans que j'exerce le métier de jour-

naliste, je l'ai attaqué politiquement maintes et maintes fois, lui aussi d'ailleurs ne s'en est pas privé; nos attaques ont toujours été loyales, autant de sa part que de la mienne je pense, nous avons différé brutalement d'opinion sur des options politiques. Cela fait dix-sept ans que nous différons d'opinion, mais jamais le premier ministre n'a lancé à mon endroit des attaques personnelles de nature privée, comme jamais celui qui vous parle, en qualité de journaliste ou d'homme politique, n'a jamais lancé à l'endroit du premier ministre, en qualité de député de Bagot ou en qualité de chef de l'Opposition ou de premier ministre des attaques de nature personnelle ou privée. Il me semble que ce sont là deux domaines parfaitement étanches, que nous avons d'ailleurs respectés, et cette ligne entre la vie privée et la vie publique, je crois bien que sans vouloir nous encenser, le premier ministre et moi-même depuis vingt ans, nous l'avons respectée. Est-ce qu'aujourd'hui il me méconnaîtrait le droit de demander des comptes à l'Office d'information et de publicité, de pousser ma critique jusque dans ses ultimes retranchements? Bien sûr, la critique sera sévère. Probablement parce qu'elle procède d'une connaissance des faits, d'une connaissance des dossiers, d'une connaissance du métier que j'exerce. Le directeur actuel de l'Office de l'information et de publicité ayant été, dans le passé, sous l'autorité de celui qui vous parle, je le connais forcément. Je connais sa compétence, la limite de ses compétences; je ne nie pas sa compétence, qu'on ne me fasse pas dire cela; je connais les limites de ses compétences, comme je connais les limites des compétences de M. Loiselle.

Bien sûr, ma critique sera sévère. Journaliste de métier depuis dix-sept ans, connaissant à la fois les personnes qui sont au centre même des décisions en matière d'information, il est clair que cela pourra paraître parfois — les critiques que je puis formuler — que cela pourra paraître parfois dur. Mais elles procéderont toujours d'une intelligence des faits, des situations et des hommes.

Cela dit, la réponse du premier ministre sur les arguments précis que nous avons avancés n'en a pas été une. Le premier ministre est retourné, et cela lui arrive souvent dans les débats de cette nature, à son lieu privilégié d'expression politique, c'est-à-dire le débat partisan. Il me semble que le premier ministre devrait tenter des efforts pour pouvoir engager un débat politique sur des notions, des concepts et des principes.

Il est extrêmement difficile de nous tenir dans cet ordre et, lorsque pris au dépourvu ou par une stratégie ou par des motions ou par des

questions qui arrivent devant lui, il retourne précisément dans le lieu privilégié de son expression politique qui est l'affrontement partisan où il excelle d'ailleurs, où tout le monde ici nous lui reconnait des vertus presque charismatiques. Nous le voyons auréolé. Comme parlementaire partisan, le premier ministre est parfait.

Le débat que nous avons soulevé en est un de principe également. Nous disons: Avec tous les montants à l'Office d'information et de publicité, \$15 millions et peut-être davantage avec la publicité d'information dans les régions, nous posons le principe du contrôle de ces deniers, non pas tellement celui de l'affectation des dépenses mais du contrôle de ces deniers publics.

Le premier ministre ne répond pas aux points nombreux que nous avons soulevés. Nous avons affirmé et dit que l'Office d'information et de publicité avec le budget qu'il a actuellement, est à toutes fins utiles un ministère clandestin de l'information fantôme. Nous lui disons: A tant faire que de créer des structures officielles d'information étatique pourquoi ne créez-vous pas en bonne et due forme un ministère de l'information ou un secrétariat d'Etat aux informations, si vous voulez éviter de choquer la pudeur traditionnelle des Anglo-Saxons qui répugnent à toute idée de mainmise ou de pré-occupations par l'Etat vis-à-vis des problèmes de l'information? Non, le premier ministre ne répond pas à cela.

Nous avons demandé la publication de ce qui est toujours un document secret sur l'Office de l'information et de publicité, le rapport confié à la firme Intermédia et pour lequel le Conseil de la trésorerie a déjà voté une somme de \$10,000, toujours un document secret. Est-ce que nous sommes indécents à vouloir, nous, étudier ce rapport, nous qui sommes intéressés à l'Office d'information et de publicité? Non, le premier ministre ne répond pas.

Nous avons dit au premier ministre: Faites de l'Office un véritable office et non pas une officine, car il y a des dangers. Celui qui vous parle a rappelé les propos du premier ministre même, qu'il a tenus lors de la création de l'Office d'information et de publicité. Le premier ministre n'a pas relevé au cours de sa longue et laborieuse intervention ces affirmations que le député de Gouin a faites de son siège rappelant ses propres propos au premier ministre. Il n'a pas fait allusion à ça. Pourquoi a-t-il changé d'idée? Il me semble que cela est normal de le lui demander.

Nous avons formulé également une suggestion précise, la formation d'un comité parlementaire

re mixte avec un mandat à moyen terme, à court terme et à long terme. Il me semble que c'est là un travail sérieux. Tout ce qu'a réussi à dire le premier ministre, c'est que notre argumentation n'était pas sérieuse. Il me semble que cette proposition devrait être étudiée à son mérite. Elle rencontre d'ailleurs l'approbation de plusieurs éditorialistes, de la plupart de ceux qui s'intéressent au problème de l'information au Québec, ou information étatique ou information de nature privée. Le premier ministre n'a pas répondu à ça.

En ce qui concerne SOPEC, le premier ministre défend son attitude de confier majoritairement tous les contrats de publicité à l'agence SOPEC. Nous disons que cela concorde mal avec ses attitudes passées, ses prônes sur le nationalisme économique. Et qui plus est, cela ne concorde pas du tout avec une saine administration des deniers publics. Je l'ai déjà signalé lors de l'étude des prévisions budgétaires du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Confier à une seule agence de publicité le traitement et toute l'administration de \$3,500,000 — je reprends les chiffres mêmes que le premier ministre a donnés hier soir — cela fait quand même une commission de \$450,000, près d'un demi-million de dollars, à une seule agence lui confiant automatiquement tous les contrats de publicité, je dis que cela risque de stériliser l'imagination créatrice des publicitaires qui sont non pas à l'emploi du gouvernement mais qui exécutent les contrats de publicité du gouvernement. Stériliser l'imagination créatrice, je n'en veux pour seule preuve que la reprise cette année de la campagne « Dites bonjour », reprise par SOPEC d'une campagne que nous avons eue l'année dernière et qui est discutable, d'ailleurs.

M. LOUBIER: J'ai gagné tout de même le premier prix.

M. MICHAUD: C'est discutable. Si le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche veut parler de propagande et de publicité...

M. LOUBIER: Comme premier prix, je ne sais trop quoi, un Coq d'or, à Montréal je pense...

M. MICHAUD: Bon, je concède encore, car je ne veux pas aller...

M. LOUBIER: ... discutable par le député de Gouin, mais non par les experts.

M. MICHAUD: ... dans le fond du débat. Di-

sons que la campagne était peut-être valable, l'année dernière. Elle est reprise cette année sans aucun changement. Les placards publicitaires sont commandés de la même façon. N'est-ce pas là une marque de stérilité de l'imagination créatrice des publicitaires? Pour un budget aussi important, il me semble que Sopec aurait pu... Écoutez, il y a des annonces aujourd'hui même dans les journaux; c'est la reprise de la campagne « dites bonjour » de l'année dernière. Si ce n'est pas exact, je veux bien infirmer mes propos.

M. JOHNSON: Qu'on relise et qu'on compare les textes; ce ne sont pas les mêmes. Va-t-on blâmer le gouvernement de répéter la campagne « dites bonjour », de garder le même slogan?

M. MICHAUD: Le graphisme est le même, si les textes ne le sont pas.

M. JOHNSON: Quand ça colle, pourquoi changer? Est-ce que Coca-Cola change son graphisme tous les ans?

M. MICHAUD: Le premier ministre a parlé, hier soir, des frais d'administration et de conception. Je sais que cela est beaucoup plus économique pour une agence de publicité de reprendre une campagne publicitaire si elle n'a pas à payer des publicitaires, des dessinateurs ou des graphistes.

Le premier ministre ne viendra pas essayer de faire avaler des couleuvres à un homme qui connaît, quand même, un peu son métier et dont la relative intelligence lui a permis, dans le passé, de saisir ces problèmes-là avec une quelconque rigueur.

Je dis que reprendre la campagne « dites bonjour », c'est une marque d'essoufflement de la part de Sopec. Le premier ministre nous a donné des faits. Il écoutera tout à l'heure l'intervention remarquable que fera le député de D'Arcy-McGee, M. Goldbloom — je sais qu'il ne faut pas mentionner les noms — c'est une compilation de la revue de presse. Il écoutera religieusement cette intervention remarquable et, là aussi, ce seront des faits.

Le premier ministre dit: Nous n'avons pas fait le dossier de la publicité traitée par Sopec. Est-ce que nous allons entrer dans le détail de chacun des placards publicitaires? Est-ce que nous allons lui dire que cela est exagéré, d'une part, que le premier ministre accueille des visiteurs au pavillon du Québec, à Terre des Hommes? Est-ce que nous allons lui dire que la photo des ministres répétée dans « le Québec en bref » — distribué d'ailleurs non

pas au Québec, mais à l'extérieur, à l'étranger dans les pays francophones — l'intéresse absolument et nullement les destinataires auxquels cette publication s'adresse? Que voulez-vous qu'on fasse de la photo du Secrétaire de la province ou même de celle du premier ministre? C'est une perte d'espace. Bien sûr, les missionnaires à l'étranger sont intéressés aux nouvelles; ils ne sont pas intéressés aux photos des ministres. Regardez « Les nouvelles de France ». Quand avez-vous vu, dans « Les nouvelles de France », qui est le pendant français « du Québec en bref » les photos des ministres? Voulez-vous retourner aux deux dernières années? Est-ce que l'Office d'information pourrait me dire si, dans « les nouvelles de France », les photos des ministres paraissent? Jamais. Je reçois la publication.

M. JOHNSON: « Les nouvelles de France » est né au temps où les ministres changeaient pratiquement chaque semaine.

M. MICHAUD: Oui, je comprends. Il s'agit là de problèmes qui n'ont pas de parallèle ici, mais il est possible qu'avec la nouvelle société de contestation dans laquelle nous entrons, les ministères changent très rapidement.

De toute manière, M. le Président, il n'est pas pertinent de publier les photos des ministres dans la revue « le Québec en bref ». Cela n'ajoute rien à l'intelligence du texte et aux commentaires de cette revue qui, d'ailleurs, est assez bien faite. Il y a quelques erreurs, il y aurait avantage à faire vérifier le français de la revue « Le Québec en bref » par ici ministère des Affaires culturelles via l'Office de la langue française.

Est-ce que nous allons entrer dans le détail des erreurs? Est-ce que je signalerai au directeur de l'Office que l'expression plain-pied s'écrit avec un A et non avec un E, dans un titre?

M. JOHNSON: Quelle expression?

M. MICHAUD: Plain-pied. « Nous entrons de plain-pied dans l'art de l'électronique ou des communications par satellites », un sujet favori du premier ministre. Plain-pied, plain et non plein. De la même façon, est-ce que nous allons commencer à faire du travail de correction d'épreuves?

M. JOHNSON: Qui ne sait pas ça?

M. MICHAUD: L'Office d'information et de publicité et « Le Québec en bref ».

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Cela doit être une erreur de typographie.

M. MICHAUD: Mais oui, c'était une erreur, mais le premier ministre nous a dit: Entrez dans les détails, présentez-nous un dossier complet. Est-ce que nous allons lui dire que dans l'expression battre tambour, on dit les tambours battent son plein et non les tambours battent leur plein, comme je l'ai lu dans...

M. BELLEMARE: Est-ce qu'on doit dire que le député a « la gueule sur la butte »?

M. MICHAUD: A « la gueule sur la butte »?

M. BELLEMARE: Oui, avoir « la gueule sur la butte ».

M. MICHAUD: Si vous voulez qualifier l'expression, mais à voir la vôtre, je ne sais pas où elle est.

M. BELLEMARE: Mais la mienne, ce n'est pas ça. On demande seulement si c'est français d'avoir la gueule sur la butte.

M. MICHAUD: L'expression « gueuler » n'est pas française; elle fait partie du français vulgaire...

M. BELLEMARE: Je dirai que Larousse l'a reconnue.

M. MICHAUD: ... du français argotique de Montparnasse.

M. BELLEMARE: Oui, mais...

M. MICHAUD: Et généralement, lorsqu'on écrit « gueule », on écrit « g » entre guillemets avec trois points de suspension, comme pour le mot aussi très français qui commence par un « c », qui ne se dit pas et qui ne s'écrit pas.

M. BELLEMARE: Cochonnerie?

M. JOHNSON: Non.

M. MICHAUD: Non, mais ça ressemble à ça. M. le Président, je dis donc qu'il ne faut pas entrer dans les détails. Nous pourrions peut-être entrer dans ces détails au comité parlementaire mixte dont nous avons réclamé avec insistance la formation pour contrôler les activités de l'Office d'information.

Je dis donc, terminant mon propos là-dessus, que la défense et le plaidoyer du premier ministre en réponse aux arguments que nous avons soulevés a été d'une faiblesse inqualifiable. Nous attachons tellement d'importance à ce problème

de l'Information étatique au Québec que nous sommes justifiés, je pense, de réclamer l'établissement de ce comité parlementaire mixte.

Et je dois dire qu'à moins que le premier ministre ne s'engage à courte échéance à créer et à convoquer ce comité qui siègerait de façon statutaire, en dehors du temps régulier des sessions et d'une façon mensuelle, à moins que le premier ministre ne s'engage à accepter la suggestion de l'Opposition, nous serons dans la pénible obligation de refuser les crédits qu'il demande pour l'Office d'information et de publicité et de voter contre les crédits de l'Office d'information...

M. BELLEMARE: Très bien.

M. MICHAUD: ... et de publicité à tous les postes. Il me semble que cela...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Comme vous avez voté l'année dernière contre la coopération.

M. MICHAUD: Il me semble que la question est à ce point importante. Si nous voulons être logiques avec nous-mêmes...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ils ont voté...

M. MICHAUD: ... nous ne pouvons pas donner un blanc-seing, un chèque en blanc au gouvernement pour traiter \$15 millions à des fins d'information et de publicité sans que ces sommes importantes soient sous le contrôle d'un comité parlementaire composé de représentants du parti au pouvoir, bien sûr, et du parti de l'Opposition. Nous irions même jusqu'à accepter que ce comité soit composé majoritairement de députés ministériels. Nous irions même jusque là.

Cette question est trop importante, nous n'en faisons pas une chose personnelle. Nous nous situons au niveau des principes, de l'appréciation des faits et nous disons que si le premier ministre ne veut pas instituer ce comité parlementaire, nous serons obligés, pour marquer notre défiance et notre méfiance, de voter contre les prévisions budgétaires dont il sollicite l'approbation, actuellement, devant le Parlement.

M. LEFEBVRE: M. le Président, étant donné l'approche de la fin de semaine, je crois que je couperai par quatre ou cinq les propos que je me proposais de tenir sur ce sujet. J'aimerais toutefois rappeler aux membres de cette Chambre que le débat que nous tenons actuellement

sur le problème de l'information est un débat d'une grande importance et qu'il préoccupe tous les partisans de la démocratie dans quelque pays qu'ils vivent.

M. le Président, j'attire votre attention sur un extrait du journal *Témoignage chrétien*, livraison du jeudi 25 avril, où on fait allusion à un débat semblable tenu récemment au Parlement français. Je cite l'auteur de cet article: « La bataille pour l'information démocratique est une bataille permanente. L'Opposition l'a menée cette semaine sur la plan parlementaire. Ce n'est pas le seul terrain sur lequel on peut se battre. Au point d'intoxication où nous sommes, seule une action massive, menée avec l'appui de toutes les forces populaires aura quelque chance de faire reculer le gouvernement. »

Or, je dois dire en toute honnêteté qu'à mon avis nous n'en sommes pas encore au Québec dans une situation aussi difficile que nos amis français en rapport avec la politisation de l'information. Comme je ne suis pas citoyen français mais citoyen québécois, on comprendra que je n'ai pas à faire ici la preuve, ni à faire une charge contre le gouvernement français. Cela regarde les Français.

Mais cependant, même si nous n'en sommes point dans les difficultés très grandes que connaissent les Français au regard de cette politisation de l'information.

Je crois que c'est le devoir de tous les citoyens avertis et en particulier les membres de cette Chambre, de se préoccuper quotidiennement de ce problème.

Déjà le chef de l'Opposition et le député de Gouin ont abordé quelques-uns des éléments les plus essentiels de ce débat, je voudrais pour ma part m'en tenir à deux ou trois remarques relativement brèves. Tout d'abord, j'aimerais rappeler qu'on peut utiliser l'information à des fins partisans de trois manières différentes, il me semble. D'abord, en freinant l'information, c'est-à-dire en bloquant l'accès du public à la connaissance des faits auxquels le public adroit en rapport avec l'administration publique. On peut aussi politiser l'information en la déformant et on peut enfin souffler l'information.

Au point de vue de freiner l'information, je m'en voudrais pour ma part de ne pas faire écho ici au fait qui a déjà été mentionné par mon collègue le député de Gouin et qui doit préoccuper les membres de cette Chambre. C'est le fait que, d'un côté, un appareil de plus en plus complexe se met en place du côté de l'Etat pour contrôler l'information en provenance gouvernementale et que, d'autre part, on assiste à la création d'un quasi-monopole dans la presse écrite du Québec. Il me semble que l'un des palliatifs au dan-

ger que représente cette concentration des sources d'Information serait le fait — je pense que l'occasion est excellente de le rappeler à cette Chambre à l'occasion de la discussion sur les crédits de l'Office d'information et de publicité — que le gouvernement devrait faire provision, au budget de l'Office d'information et de publicité, pour faciliter l'accès à cette Chambre de nouveaux média d'information; je veux, bien sûr, faire allusion à la radio et à la télévision.

Je pense que non seulement cette diversification des sources d'information serait excellente pour assurer la plus complète information du public — bien que ceci soit un aspect qui n'est pas directement pertinent à nos débats d'aujourd'hui — je pense que cette initiative serait une excellente façon de rehausser le niveau des débats parlementaires. Il m'est avis que certains parlementaires en cette Chambre, qui semblent se spécialiser dans les grimaces et les interruptions grossières, seraient beaucoup plus prudents, et ceci pour leur propre bénéfice autant que pour celui commun de la Chambre et du public, s'ils risquaient à un certain moment de voir leur visage inscrit sur les écrans de télévision quand ils agissent de façon enfantine ou grossière en cette Chambre.

A plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion de me faire le partisan de la télédiffusion et de la radiodiffusion autorisée des débats parlementaires. Je tiens à profiter de l'occasion pour faire un nouvel appel au gouvernement et à l'opinion publique sur l'urgence qu'il y a d'ouvrir la Chambre aux caméras de télévision et aux micros de la radio. Je tiens à préciser ceci. On apporte couramment l'objection suivante à cette initiative parce qu'on en connaît mal les modalités. On dit: « S'il fallait avoir des caméras dans l'Assemblée législative, alors ce serait une course au micro pour les députés, ce serait la vedettomanie etc. » Et bien la réponse à cela est bien simple. Dans d'autres pays, on l'a expérimenté. Il s'agit tout simplement de donner aux gens de la presse parlée, la même liberté qu'ont les représentants de la presse écrite, c'est-à-dire l'accès à l'information et bien sûr c'est eux qui, ensuite, ont le droit de faire le découpage des propos qu'ils désirent rapporter, comme le font les journalistes de la presse écrite. A ce moment-là, le problème de l'objectivité est exactement le même pour la radio que pour la télévision, qu'il est pour la presse écrite.

Alors, je pense donc que devant ce danger qui est réel à mon sens, dont on a déjà détecté quelques indices, danger d'une politisation de l'information de la part du gouvernement, danger aussi d'une monopolisation de l'information au niveau de la presse écrite privée, je pense que

dans l'intérêt public il serait souhaitable que le gouvernement accepte au moins à titre expérimental, d'ouvrir cette assemblée aux micros de la radio et aux caméras de la télévision.

M. le Président, je voudrais simplement toucher à un autre point sur lequel il y aurait énormément de choses à dire, mais je m'en tiendrai à un seul exemple. La troisième façon d'utiliser l'information à des fins partisans, c'est de souffler la nouvelle. J'ai déjà parlé de la possibilité de freiner l'information, de la possibilité de la déformer. Je voudrais terminer ces quelques remarques en parlant du danger, auquel hélas le gouvernement a abondamment succombé, de souffler la nouvelle.

Je crois, M. le Président, que depuis deux ans, nous assistons au spectacle assez navrant pour les gens qui suivent d'un peu près la politique provinciale, au spectacle, dis-je, d'un gouvernement qui annonce indéfiniment les mêmes choses et qui ne les accomplit pas, c'est ça qui est le plus navrant. Si au moins les ministres parcouraient la province en se tapant la bedaine de leurs hauts faits et de leurs multiples réalisations, je crois, M. le Président, que nous devrions être indulgents devant cette absence de modestie, puisque la modestie n'a jamais été la spécialité des hommes politiques, sous aucun climat je pense bien. Mais tel n'est pas le cas, nos ministres sont bien supérieurs, ils annoncent à l'infini des choses qu'ils ne font pas et je vous en citerai un exemple, je pourrais vous parler de la Fonction publique, de la création du ministère de la Fonction publique qui a été annoncé X fois. Je pourrais vous parler du ministre du Travail, qui depuis qu'il est ministre du Travail annonce la réforme du code du travail et à chaque fois il se fait plus insistant pour dire ça va être bientôt, ça va être la semaine prochaine, ça va être tout de suite, ça ne tardera pas et je ne comprends pas, M. le Président, que l'opinion ne se scandalise pas davantage de ces promesses répétées qui ne se réalisent jamais. Quant au salaire minimum évidemment nous en avons parlé là, il s'agit d'une promesse, il s'agit d'un cas spécial parce que, d'une fois à l'autre, la promesse a changé, mais même dans le cas des choses qui ont été promises de façon répétitive, c'est à mon avis, un peu scandaleux, parce que finalement on utilise la bonne foi du public, on abuse de la bonne foi du public, parce qu'à chaque fois le public se dit: Enfin, il va faire quelque chose, ça y est, ça va y être. Mais la fois suivante, c'est encore la même nouvelle, puis il n'y a encore rien. Alors je pense, M. le Président, que c'est là un abus.

Et pour bien montrer que je n'exagère pas,

je citerai aux membres de cette Chambre un seul exemple, celui de la supposée action du gouvernement en matière de recherche. L'histoire commence le 20 septembre 1966, du moins dans mon dossier, peut-être pourrait-on la faire remonter à quelques jours auparavant. A cette date, je cite la Presse du 20 septembre 1966: « Le premier ministre de la province de Québec a de nouveau laissé entendre que son gouvernement fait une étude sérieuse de deux projets qui, a-t-il dit, ont été mis de côté lors de la dernière session, la création d'un conseil de recherche du Québec et d'un centre de recherche industrielle du Québec. » Le premier ministre a bien ici admis une chose que nous savions tous, ces projets de loi étaient prêts, alors il a annoncé qu'il en faisait une étude urgente et empressée, le 20 septembre 1966. Et le 9 mai 1967, M. le Président, le ministre de l'Education et de la Justice...

M. JOHNSON: Est-ce qu'il s'agit ici des crédits de l'Office d'information et de publicité?

M. LEFEBVRE: M. le Président, je pense que le premier ministre aurait mauvaise grâce à vouloir ici invoquer des questions de règlements pour restreindre l'argumentation. Qu'il relise le discours de deux heures qu'il a prononcé hier, et je crois que si nous avions voulu l'arrêter sur des questions de chinoiserie, de pertinence en rapport avec le propos qu'il tenait, c'eût été fort facile. Lorsqu'il a raconté la vie du Secrétaire de la province à l'occasion de la discussion du bill 52, personne ne l'a arrêté. J'apprécierais, quant à moi, que le premier ministre, même s'il ne comprend pas la relation qu'il peut y avoir entre l'information soufflée, entre la publicité soufflée et la discussion des crédits de l'Office d'information et de publicité, j'apprécierais que son esprit de tolérance lui inspire le bon sentiment de me laisser finir les quelques remarques que j'ai d'ailleurs annoncées brèves et que je ne voudrais pas, autant que possible, être forcé d'allonger par suite des interruptions du premier ministre dont je demande modestement la coopération.

Le 9 mai 1967, cette fois c'est le ministre de la Justice et de l'Education à l'époque qui annonce la création d'un cadre général de coordination de la recherche.

Et je cite, cette fois le Soleil du 9 mai: « Le gouvernement québécois pense répondre sous peu — vous avez noté, « sous peu » — à l'urgente nécessité de la création d'un cadre général de la coordination de la recherche, a affirmé hier le ministre de l'Education et de la Justice, Me Jean-Jacques Bertrand ». Et nous

passons au 27 mai, toujours le ministre de l'Education et de la Justice, qui déclare ceci: « La création prochaine — « prochaine » — d'un centre de recherche industrielle au Québec sera un moyen pour nous de travailler au développement économique et social de notre province. » « La création prochaine », le 27 mai 1967. Des bills qui étaient prêts lorsque le gouvernement a pris le pouvoir.

Le 27 mai, même jour, le premier ministre s'adressait à un congrès universitaire à Montréal, et il a dit ceci, je cite le Devoir du même jour, 27 mai: « La création d'un conseil de la recherche scientifique, l'équipement des universités pour favoriser la recherche, l'établissement d'un centre de recherche et de développement pour la mise au point de nouvelles techniques et de nouveaux produits, — écoutez, il y en a des choses là-dedans — le regroupement des divers laboratoires et centres de recherche du gouvernement et l'accentuation des recherches dans des secteurs où des résultats appréciables ont déjà été obtenus sont les cinq éléments de la nouvelle politique scientifique du gouvernement québécois. Le premier ministre, M. Daniel Johnson, l'a annoncé hier ».

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Si l'honorable député d'Ahuntsic continue de citer des propos, puis-je lui demander s'il s'agit de communiqués qui viennent de l'Office d'information et qui ont impliqué une dépense gouvernementale ou une dépense de l'Office d'information? Sinon, je devrai déclarer ses propos hors d'ordre.

M. LEFEBVRE: Je vous répliquerai que ce dossier a été constitué à partir de la revue de presse dont a parlé le premier ministre et dont il a tout 5 l'heure espéré que tous les membres de cette Chambre reconnaîtraient l'utilité. J'espère que vous êtes du nombre de ceux qui n'allez pas contrarier le premier ministre sur ce point.

M. JOHNSON: Cela voudrait dire qu'on pourrait parler de n'importe quel sujet à l'occasion.

M. LEFEBVRE: Non, mais je pense qu'il y a pas mal de gens qui saisissent la relation qu'il y a entre la publicité soufflée et la publicité tout court.

M. CHOQUETTE: Le Soleil, ça n'a pas grand affaire avec le débat. Vous trouvez?

M. BELLEMARE: Voyons donc!

M. CHOQUETTE: Est-ce que c'est de l'information gouvernementale?

M. BELLEMARE: Voyons donc!

M. CHOQUETTE: Je ne savais pas.

M. BELLEMARE: De la manière que c'était présenté.

M. JOHNSON: C'est de l'information libérale.

M. CHOQUETTE: C'est de la bonne information.

M. BELLEMARE: Pour vous autres.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député d'Ahuntsic.

M. LEFEBVRE: Je comprends que mes propos ne plaisent pas au gouvernement mais, de grâce, est-ce que maintenant il va falloir plaire au prince? Hier, j'ai entendu le premier ministre dire: Je n'endurerai plus cela. Je regrette, peut-être devra-t-il endurer encore dans cette province que tout le monde ne pense pas ainsi mais je reviendrai.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je voudrais bien que le député d'Ahuntsic n'interprète pas de cette façon mon intervention. Je veux simplement savoir quelle relation il y avait entre les propos qu'il tient actuellement et l'Office d'information.

M. LEFEBVRE: J'apprécie votre curiosité sur ce point. Je disais donc que le Devoir du 27 mai nous a rapporté de la façon dont je l'ai mentionné les propos de l'honorable premier ministre et nous en sommes rendus au 16 février 1968. Les mois passent, les années passent, les promesses se répètent. Le gouvernement est au pouvoir et il ne se passe rien, sauf des promesses, sauf des annonces qui, à chaque fois, font la manchette du journal. Je comprends le journaliste, c'est important, on annonce qu'on va créer quelque chose. On finit par ne rien créer du tout.

Alors, cette fois, le 16 février 1968, et je cite cette fois la Presse: « Le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, a révélé hier que son gouvernement mettra à exécution, dès la prochaine session, son projet d'instituer un conseil provincial de la recherche. » Et le 3 avril 1968, la Presse: « Le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, a affirmé que l'actuelle dispersion des efforts dans le domaine de la recherche scientifique au Québec conduisait à une situation désastreuse. Selon M. Johnson qui prenait la parole à l'occasion du

25e anniversaire de la fondation du département de génie électrique de l'Université Laval, il faudrait pour que nos universités accèdent le plus rapidement possible à un niveau international, grouper certains champs de recherche de façon à obtenir le plus rapidement possible des équipes valables. Le premier ministre a assuré les universitaires qui se penchent sur ce problème de toute la collaboration du gouvernement. Du côté des recherches industrielles, a-t-il dit d'autre part, en plus de fournir l'aide monétaire nécessaire, nous devons réellement prendre l'initiative » — ça va être dangereux ça. « Notre champ d'action est double, action d'aide à l'industrie existante et action sur l'exploitation et le rendement de nos richesses naturelles. » Je m'arrêterai là parce que je sais que plusieurs de mes collègues veulent participer à ce débat.

J'insiste sur le fait — je l'ai mentionné tout à l'heure — que je pourrais choisir quatre, cinq ou six autres exemples pour faire la même preuve à l'effet que le gouvernement utilise la nouvelle comme une technique de propagande, mais qu'en fait, il est facile de démontrer que toutes ces promesses répétées, en dépit du fait que le gouvernement ait le pouvoir, finissent par aboutir à bien peu de chose. C'est un peu la montagne qui enfante la souris.

En matière d'information — ce n'est qu'une parenthèse — j'aurais pu tout à l'heure soulever une question de privilège, mais je le ferai à ce moment-ci, puisque cela touche l'information... pas gouvernementale, mais en tout cas... De toute façon, ça prendra trente secondes. Dans le Devoir de ce matin, j'ai noté deux erreurs importantes dans un article en page 5. La première dit: Treize députés québécois appuient M. Marchand. Il y a vingt-huit signatures et on a oublié la mienne. Je veux être sûr qu'en dépit des propos de mon ami M. Ryan, qui ne partage pas notre point de vue, je n'ai pas l'air d'un hypocrite. J'étais parmi les premiers signataires de cette pétition et je regrette que le Devoir, sans doute par mégarde, ait omis d'inscrire mon nom.

M. JOHNSON: Je répondrai brièvement au député d'Ahuntsic qu'il a fait allusion à des propos tenus après la séance. Il s'agissait évidemment, dans le contexte, de blâmes que je faisais au député de Gouin de baser toutes la discussion de ces crédits sur des personnalités, en posant comme prémisses que quelqu'un qui a déjà travaillé pour l'Union Nationale indirectement en qualité de professionnel dans une discipline donnée et qui accède à certains postes est nécessairement un partisan et que tout ce qu'il administre est administré de façon partisane.

J'ai dit au député de Gouin que des attaques personnelles contre de hauts fonctionnaires est le genre de chose que je n'endurais pas et que je n'endurerai pas. C'est-à-dire que ma seule façon d'exprimer ma désapprobation est précisément d'intervenir avec vigueur et de défendre ces fonctionnaires, comme j'en ai défendu d'autres dont toute la carrière d'adulte s'était passée au service des libéraux et qui font quand même d'excellents hauts fonctionnaires.

Il y a un sous-ministre, ancien député libéral, qui est responsable de \$400 millions. Est-ce que ce sont \$400 millions au service du parti libéral? C'est le genre de raisonnement que le député de Gouin a fait hier.

Quant à la recherche, sujet qui ne relève ni directement ni indirectement du poste actuellement en discussion, vous me permettrez cependant de dire au député d'Ahuntsic qu'il est vrai que j'en ai parlé à plusieurs occasions, mais nous avons déjà deux débuts de réalisations extrêmement importantes. Premièrement, le centre de recherche de l'Hydro-Québec qui sera installé à Boucherville, centre de recherche d'une qualité telle qu'il n'en est aucun au monde qui pourra rivaliser avec lui pour ce qui est de la haute puissance et de la haute tension.

Deuxièmement, ce complexe près du pont de Québec dont l'exécution commence cette année. Nous ne nous contentons pas de parler de recherche, mais nous passons à l'action.

Je rejoins cependant dans une unanimité passagère les députés de Gouin et d'Ahuntsic quand ils parlent du contrôle de l'information. Je crois que c'est un des domaines où la recherche n'est pas très avancée. Oh! je ne veux pas faire montre d'érudition, mais je connais le système anglais, le système français.

Je connais un peu le système suédois, beaucoup le système russe au sujet duquel j'ai écrit...

M. MICHAUD: Beaucoup du système russe?

M. JOHNSON: Oui, c'est un système d'information très objectif.

M. MICHAUD: Pardon?

M. JOHNSON: Très objectif.

M. MICHAUD: Vous avez fait un stage à la Pravda?

M. JOHNSON: Je connais le système français, où il y a une liberté illimitée.

M. MICHAUD: Ah ça, ce n'est pas vrai,

pas dans la radio-télévision, mais ça s'en vient. Cela s'améliore, la RTF.

M. JOHNSON: J'ai suivi avec intérêt le débat qui s'est déroulé en France, débat sur l'information. Nous connaissons très bien les efforts des Anglo-Saxons pour établir une sorte d'équilibre, de «check and balance» entre la profession de journaliste et l'état de propriété des moyens de communication. On connaît les difficultés que ces organismes ont éprouvées pour rétablir certaines normes. On sait la liberté presque illimitée aux Etats-Unis, la concurrence effrénée entre plusieurs réseaux de radio et de télévision, ce qui a eu pour effet de produire une information extrêmement vivante et de provoquer de la qualité dans les émissions. On en est parvenu, grâce à la concurrence - c'est un des facteurs du moins - à une perfection telle dans la lecture des bulletins de nouvelles que nulle part au monde nous ne pouvons trouver de pareils exemples de perfection dans l'exécution du journal parlé et du journal télévisé.

On sait qu'aux Etats-Unis on a un marché considérable. Est-ce que dans un pays comme le nôtre on peut espérer en arriver, par le jeu de la concurrence, à une telle qualité? J'en doute. Il reste quand même qu'au Canada - et j'espère que ça va durer - on n'a pas créé de monopole de l'information par radio et télévision. On a favorisé, dans une mesure un peu trop restreinte à mon sens, la concurrence entre les réseaux privés et les réseaux étatiques. A l'intérieur du réseau étatique, on a essayé d'établir des normes, grâce surtout à la bonne volonté de M. Marcel Quimet. Toutefois, ce dernier a été vertement critiqué par le député de Gouin qui a accusé Radio-Canada d'être un organisme, une officine de propagande et un organisme qui se dirigeait vers la dictature ou quelque chose du genre.

M. MICHAUD: Non, non.

M. JOHNSON: Dans un langage fleuri du 17e siècle, si ce n'est le 16e...

M. MICHAUD: Est-ce que le premier ministre a objection à ce que l'on s'exprime correctement? Cela fait plusieurs fois qu'il dit ça.

M. JOHNSON: Non, j'admire beaucoup l'étendue du vocabulaire du député de Gouin.

M. MICHAUD: Est-ce que vous souffrez d'un complexe?

M. JOHNSON: Ce qui m'inquiète, c'est son manque à relier ses propositions ou à structurer toutes ses connaissances, à faire le tri...

M. MICHAUD: Vous êtes bien le seul à faire ces réflexions.

M. JOHNSON: On voit à la fois trop d'épines avec ses roses et un peu trop d'autres choses que je ne pourrais qualifier dans cette Chambre. Je suis comme lui un peu timide, lorsqu'il s'agit d'employer certains mots, et je ne voudrais pas, comme lui, construire tout un article dans un périodique autour de mots qu'il ne voulait pas imprimer.

A tout événement, je sais que le député d'Ahuntsic a été visé d'une façon méchante. La semaine dernière on disait dans cette publication, sous la signature du député de Gouin, que voter pour un homme qui n'a pas un statut particulier c'était une c... monumentale.

Alors j'ai reconnu tout de suite le député d'Ahuntsic et tous ceux qui ont signé la déclaration.

M. LEFEBVRE: Est-ce que je comprends que les règlements ont été suspendus? Est-ce que je dois comprendre que le premier ministre est dans l'ordre, lui? Je n'ai pas d'objection, moi, s'il veut tenir une assemblée contradictoire sur le problème constitutionnel.

M. JOHNSON: Est-ce que le député d'Ahuntsic est en faveur du statut particulier qui est contenu dans le document pour lequel il a voté? Oui ou non.

M. LEFEBVRE: Est-ce que le premier ministre serait d'accord pour qu'on ait une discussion là-dessus en Chambre, le 26?

M. JOHNSON: Pourquoi pas aujourd'hui?

M. LEFEBVRE: Parce que, le 26, on sera plus disponibles.

M. MICHAUD: M. le Président, j'aimerais quand même...

M. JOHNSON: M. le Président, je n'ai pas terminé. Je vais être très bref, si on ne m'interrompt pas trop. C'est donc un domaine, le contrôle de l'information, qui n'est pas réglé. Il y a beaucoup de recherches à faire. Est-ce qu'on doit souhaiter indéfiniment que ce soit l'entreprise privée qui prenne de plus en plus d'importance dans le domaine de la diffusion de l'information, ou est-ce qu'on doit y faire

jouer un rôle plus important par l'Etat? Ce sont là des propositions qui se discutent. Quant à moi, je suis très heureux qu'il y ait un réseau de télévision et de radio privé qui fasse concurrence au réseau étatique, mais je déploierais l'absence du réseau étatique, car il a contribué à l'amélioration de la langue, il a contribué à l'élévation du niveau de culture d'une façon indiscutable. Il faudrait être de mauvaise foi ou complètement ignorant pour critiquer Radio-Canada à ce point de vue là.

M. le Président, ce sera toujours difficile d'établir des mécanismes où on voudra respecter la liberté et en même temps rejoindre des objectifs comme le bien commun.

Quant à la diffusion par la radio et la télévision des débats parlementaires, voilà un autre sujet extrêmement intéressant sur lequel nous pourrions discuter longuement. Je me contente de signaler que le premier ministre du Canada s'y est opposé, s'est déclaré contre cette mesure et son argumentation était la suivante; « Les meilleurs députés ne sont pas nécessairement les meilleurs — je ne sais pas s'il voulait dire cabotins — mais il a dit « performers ». Il y aurait danger que... »

M. MICHAUD: Il n'a pas parlé du premier ministre du Québec.

M. JOHNSON: « ... le micro et la lentille soient monopolisés par ceux qui ont le talent d'exposer un problème. » Et M. Trudeau disait: « Il arrive très souvent, à ma connaissance, selon ma courte expérience — je cite toujours M. Trudeau — que les meilleurs députés ne sont pas nécessairement les meilleurs parleurs et les meilleurs parleurs sont très souvent des députés qui ne savent que parler et qui ne travaillent pas. »

M. LEFEBVRE: M. le Président, si le premier ministre le permet, parce que ce qu'il vient d'affirmer...

M. JOHNSON: Pourquoi se sentir visé?

M. LEFEBVRE: Non pas du tout. Je ne me sens aucunement visé. Il ne s'agit que de respecter les droits de la vérité. Le premier ministre a interprété de façon erronée une déclaration du premier ministre du Canada, et je l'invite à regarder le programme du parti libéral fédéral. Ce n'est strictement que sur le plan des faits. Le programme contient la proposition d'essayer, à titre expérimental, d'ouvrir la Chambre des communes et les salles de comités à la radio et à la télévision. Lorsque le

premier ministre du Canada a fait ce discours, je l'ai lu moi aussi, il s'attaquait à ce moment-là à l'hypothèse d'une télédiffusion continue des débats. Il a dit ce serait « plate » à mourir, ou enfin, il y aurait... Mais là, c'était contre cette idée qu'il a fait son discours. Cependant, dans le programme, le premier ministre pourra vérifier, dans le programme du parti libéral fédéral, dirigé par M. Trudeau, on peut lire en toutes lettres la proposition d'une télédiffusion des débats, selon des modalités qui ne sont pas décrites en détails mais qui correspondraient, à mon avis, à ce qui se fait en Suède.

M. JOHNSON: M. le Président, le député d'Ahuntsic apporte, un élément nouveau: le programme. Je veux bien y croire mais, entre le programme et son exécution, il y a souvent une grande différence et, très souvent, il y a contradiction. Moi je connais un programme unanimement adopté par un caucus qui parle de statut particulier.

Et je connais maintenant une déclaration signée par 28 députés qui nient, à toutes fins pratiques, le statut particulier, appuyant quelqu'un...

M. LEFEBVRE: M. le Président, je m'objecte.

M. JOHNSON: Ils le nient.

M. LEFEBVRE: Je regrette, M. le Président, je crois que le premier ministre n'a pas le droit, à moins que nous n'ouvrons un débat sur cette question, d'interpréter en cette Chambre la portée d'un document qui a été signé par 28 députés. Qu'il le lise attentivement. Je comprends qu'il peut, sur l'opinion de certains éditorialistes qui ne semblent pas avoir bien compris, eux, la portée du document, avoir cette impression, mais, en tant que l'un des signataires, je m'objecte à ce que le premier ministre dise en cette Chambre que le fait de signer ce document signifie une renonciation quelconque aux positions adoptées par le parti jusqu'à maintenant sur le problème constitutionnel.

M. JOHNSON: Non, non.

M. LEFEBVRE: Cela ne correspond pas à la vérité.

M. JOHNSON: Mettons Québec à sa place. Une province comme les autres. Voilà la doctrine. Et on s'aligne, M. le Président. Que c'est donc tentant de parler de ça aujourd'hui. Tiens, je vais envoyer au député d'Ahuntsic un petit dé-

pliant publicitaire d'un candidat libéral de l'Ontario. Il lira juste le paragraphe que je vais lui signaler et il me dira en quelle compagnie il se trouve.

M. CHOQUETTE: Avez-vous déjà vu ces petits dépliants publicitaires qui circulent et dont on fait état, justement dans le Devoir de ce matin, au sujet de M. Trudeau? Est-ce qu'un parti se tient toujours responsable de tout ce qui est publié par ses candidats?

M. JOHNSON: Par ses candidats?

M. CHOQUETTE: Oui.

M. JOHNSON: Le candidat qui publie ce genre...

M. MICHAUD: A l'ordre! M. le Président, j'invoque le règlement. Nous sommes à l'étude des prévisions budgétaires...

M. JOHNSON: Alors, je reviens...

M. MICHAUD: Ah bon!

M. JOHNSON: ... non sans prendre acte, cependant, que le député de Gouin est peut-être le seul logique dans son attitude, lui et quelques collègues.

M. MICHAUD: Je remercie le premier ministre de son affirmation, mais nous sommes sur les crédits de l'Office. Si vous voulez un débat sur les élections fédérales, on va en faire un, mais présentez une motion au feuillet.

M. JOHNSON: Avez-vous signé la déclaration aujourd'hui?

M. MICHAUD: Je n'ai pas signé la déclaration.

M. LEFEBVRE: Des petites surprises pour vous, le 26.

M. MICHAUD: Je n'ai pas signé la déclaration. Je me suis exprimé dans un article que vous avez mal lu d'ailleurs, et que vous avez mal compris.

M. JOHNSON: Donc, M. le Président, radio et télévision. On a tenté l'expérience dans une province, en Saskatchewan, au moment de la radio, il y a déjà 15 ou 18 ans. Je ne sais pas si on la continue, mais, dans le temps, on n'était pas tellement enthousiaste. En principe, nous avons fa-

vorisé l'ouverture de la politique à la population entière. Par exemple, nous avons, lors des assises de 1965, posé un précédent en admettant la radio et la télévision et les journalistes, non seulement à l'assemblée générale, mais à chacune des commissions qui siégeaient.

M. MICHAUD: Le seul congrès que vous ayez tenu en 36 ans.

M. JOHNSON: De plus, en 1967, j'ai été heureux d'appuyer le premier ministre de l'Ontario pour créer le précédent d'exposer en public les problèmes constitutionnels. Ce qui eut, M. le Président...

M. MICHAUD: Vous avez trouvé ça tellement joli, que vous n'avez jamais renouvelé l'expérience à un nouveau congrès de l'Union Nationale.

M. JOHNSON: ... un excellent effet et qui força en quelque sorte Ottawa à poser à son tour, dans les conférences fédérales-provinciales, le précédent d'admission des moyens d'information à toutes les délibérations. Je crois que l'expérience de Toronto a été extrêmement heureuse. Celle d'Ottawa, parce qu'elle était peut-être moins neuve, avait déjà moins d'intérêt pour la population. Je ne suis pas certain que les postes privés seraient tellement intéressés à diffuser régulièrement les réunions de commissions ou de l'Assemblée législative. Aux Etats-Unis, on sait que les média d'information couvrent les réunions de commissions, surtout quand il s'agit de sujets aussi explosifs que l'enquête McCarthy, autrefois, l'enquête Kefauver et l'enquête même sur certains aspects de la guerre au Vietnam ou en Corée du Nord.

De toute façon, je suis heureux que les députés en aient parlé. L'idée fait son chemin. Nous avons l'esprit ouvert à cet aspect de la réforme parlementaire.

Vous me permettrez de terminer cette courte intervention en disant tout simplement que j'ai appris hier soir jusqu'où on pourrait aller dans ce chemin de la propagande avec les sommes que nous demandons de voter.

Mais les suggestions et les possibilités évoquées par les députés de l'Opposition nous serviront à indiquer à nos fonctionnaires ou responsables ce qu'il faut éviter consciencieusement. Cela me donnera aussi à réfléchir quand il s'agira de choisir certains officiers, car je ne voudrais pas en trouver qui soient assez cyniques pour s'imaginer qu'on puisse convertir le budget des demandes d'offres en machines à patronage, à publicité ou à propagande pour un

parti politique.

M. MICHAUD: Comme vous...

M. JOHNSON: Ces attaques contre Sopec, contre des individus, c'est la première fois que je les entends en cette Chambre. Quand j'étais dans l'Opposition, je savais qui avait le compte presque exclusif, c'était l'Inter-Canada. Je connaissais l'« account executive » comme on dit dans le métier, qui était le secrétaire de la Fédération libérale, Henri Dutil. Le propriétaire, c'était M. Fontaine, trésorier du parti libéral.

M. MICHAUD: Et alors? Vous prouvez quoi?

M. JOHNSON: Et l'autre, c'était qui? C'était Collier, maison canadienne-française, évidemment! Collier, qui était à la fois l'agence du gouvernement et du parti libéral, qui a fait faillite et qui a fait perdre de l'argent au parti libéral; cela a coûté pas mal cher à sa caisse.

M. MICHAUD: Si elle a fait faillite, elle ne devait pas faire beaucoup de patronage.

M. JOHNSON: Je savais toutes ces choses, mais jamais je n'en ai parlé. Jamais.

M. MICHAUD: Pourquoi?

M. JOHNSON: Mais je suis obligé d'en parler aujourd'hui. Pourquoi? Précisément parce que je lis...

M. MICHAUD: Pour quelles raisons n'en avez-vous pas parlé?

M. JOHNSON: ... dans un journal sérieux, ce matin, pour la première fois, une attaque contre des individus, des professionnels du métier. Quand avons-nous fait un reproche à un gouvernement d'avoir dans le passé engagé un avocat parce qu'il était libéral? Jamais. S'il est bon avocat, qu'il soit libéral ou conservateur, il est bon avocat. Est-ce qu'on l'a payé trop cher? Cela, c'est une autre affaire. Est-ce que nous payons trop cher les services, professionnels de ceux qu'on a basement attaqués? C'est un problème qu'on peut discuter. Mais profiter de l'étude des crédits pour faire des personnalités, de la partisanerie, descendre des gens, laisser planer des doutes sur leur intégrité comme professionnels publicitaires, c'est de la basse et petite politique comme je n'en ai jamais entendue dans cette Chambre, comme je n'en ai jamais pratiquée au temps où j'étais dans l'Opposition.

Si on veut faire des comparaisons et des personnalités, j'en ai ici pour des séances et des séances. Comment cela peut-il faire avancer un problème? Si on avait voulu être objectif et non politique, on serait d'abord allé en comité, on aurait posé des questions, on aurait étudié les réponses et ensuite on aurait pu tirer des conclusions, sauf sur ce problème, qui est réel, des mécanismes de contrôle de l'information étatique et de l'organisation de ces moyens d'information aujourd'hui tellement importants dans notre société. Sauf quant à cette question extrêmement importante, on n'a rien apporté jusqu'à présent dans ce débat, si ce n'est un ton partisan. Pas une preuve de la moindre annonce qui ait une saveur de propagande, pas une preuve.

M. MICHAUD: Le bill 25.

M. JOHNSON: Pas une preuve d'aucune annonce, M. le Président, du genre de celle qui pendant un an, au coût de centaines de milliers de dollars et peut-être des millions de dollars ont été faites pour préparer la campagne de la nationalisation de 1962, par l'Hydro-Québec. C'était à pleine page, dans tous les journaux, sous la signature et avec la photo du ministre, qu'on préparait la campagne de 1962, avec de l'argent des contribuables. Qu'on apporte dans cette Chambre des documents qui émanent de l'Office d'information et qui ont cette saveur partisane, propagandiste, de propagande dirigée, qu'avaient les annonces de l'Hydro et qu'ont eue les annonces de l'Hydro après et certaines annonces du ministère des Richesses naturelles avec la photo du député de Laurier. Et là, M. le Président, je commencerais à m'inquiéter et à poser des questions, mais si on n'a pas de preuves de ce genre, J'ai, moi, pleine confiance en un homme qui m'a descendu dans les éditoriaux, non pas ma personne, mes défauts réels ou présumés, mais qui m'a descendu quant à mes idées, qui a fait campagne contre moi dans Saint-Hyacinthe, dans Montréal, dans un grand hebdomadaire, et que j'ai quand même nommé avec plaisir à un poste important à cause de sa compétence, de son esprit de travail et de son intégrité, le directeur de l'Office d'information, qui a été basement attaqué par les gens de l'Opposition.

M. MICHAUD: M. le Président, je ne suis pas pour reprendre indéfiniment ce débat. Chaque fois que nous essayons de remplir notre rôle, de la façon la plus exacte, la plus parfaite possible, le premier ministre nous accuse de salissage et d'attaquer basement ces intouchables qui gravitent autour de sa personne.

M. le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Il a dit tout à l'heure: Je rejoins dans une unanimité éphémère le député de Gouin et le député d'Ahuntsic au sujet du problème fondamental qui est discuté, celui du contrôle par l'Assemblée législative, par les élus du peuple, de l'information étatique. Je lui pose la question. Est-il disposé, oui ou non, à instituer un comité parlementaire pour contrôler les activités de l'Office? Sinon a-t-il une solution à proposer pour que ce contrôle s'exerce de façon efficace et rationnelle?

M. JOHNSON: Proposition à l'étude.

M. MICHAUD: Proposition à l'étude.

M. CHOQUETTE: M. le Président...

M. JOHNSON: Le député me permettra juste une courte intervention. Le député de Gouin sait-il que le gouvernement qui nous a précédés avait fait voter \$50,000 pour des plaquettes et de la publicité en vue du regroupement à Ville Laval? \$50,000.

M. BELLEMARE: Oui.

M. JOHNSON: Oui.

M. MICHAUD: M. le Président, le député de Gouin a été élu à l'Assemblée législative du Québec en 1966. Que le premier ministre refasse l'histoire du Québec depuis la signature du pacte confédératif, qu'il fasse état de toutes les erreurs réelles, présumées ou appréhendées, de tous les gouvernements libéraux qui se sont succédé à intervalles réguliers ou irréguliers à la barre du pouvoir, peu me chaut!

Je suis ici élu depuis 1966, je suis en 1968, et la personne et les hommes qui sont en exercice du pouvoir c'est le premier ministre, député de Bagot depuis un quart de siècle, et c'est à lui que je pose des questions. Qu'il refasse l'histoire éternelle de toutes les erreurs...

UNE VOIX: Peu Michaud.

M. MICHAUD: ... des gouvernements passés, je ne m'en soucie guère. Que cela soit dit une fois pour toutes, et je ne suis pas impressionné par les arguments qu'il a donnés, que le rapport payé \$7,000 à des...

M. JOHNSON: Guy Gagnon.

M. MICHAUD: ... à Guy Gagnon, si vous voulez, qui était relié au parti libéral du Québec

avant, je fais mon métier d'homme d'Opposition...

M. JOHNSON: C'est très bien.

M. MICHAUD: Quand nous serons au pouvoir vous ferez la même chose. Vous nous demanderez des comptes, quand nous serons au pouvoir un jour.

UNE VOIX: Vous ne le prendrez pas.

M. MICHAUD: C'est là ma position fondamentale en 1968. Je suis ici dans l'Opposition et je pose des questions au premier ministre.

M. JOHNSON: Dans quel parti?

M. LE PRESIDENT: L'honorable député d'Outremont.

M. CHOQUETTE: M. le Président, on pourrait peut-être citer au premier ministre, puisqu'il traite ce sujet, les cas d'annonces et de publicité qui ont été publiés dans les journaux, alors que nous discussions à l'Assemblée législative du bill 25, la Loi pour assurer le droit de l'enfant à l'éducation. Le premier ministre se souviendra que, lors du débat sur ce projet de loi très controversé dans l'opinion publique à l'époque où il a été présenté par le gouvernement, très combattu par l'Opposition, enfin sous certains de ses aspects, pendant que nous le discussions à l'Assemblée législative, l'Office d'information ou une agence gouvernementale quelconque ou le ministère de l'Éducation faisait paraître dans des journaux du Québec, à Montréal en particulier, des annonces faisant valoir la position du gouvernement.

Justement, à l'époque — je n'ai pas le texte même de l'annonce qui était publiée à pleine page dans les journaux — on lisait ceci: « Le gouvernement du Québec a suivi la seule voie possible » et je cite textuellement ce qui apparaissait dans l'annonce, de telle sorte que dans ce cas particulier, contrairement à ce qu'a affirmé le premier ministre tout à l'heure, il y a eu abus des moyens de publicité et d'information à la disposition du gouvernement puisqu'on s'est servi des moyens d'information dont dispose l'exécutif pour favoriser la cause du parti ministériel alors que la question était à l'étude au niveau parlementaire. Je ne pense pas que le député de Gouin, au cours de son intervention d'hier, ait été excessif dans ses attaques ou du moins dans les questions qu'il a posées à l'égard des fonctionnaires de l'office. Évidemment, le député de Gouin que l'on connaît a un

langage assez fleuri, et par conséquent il peut, à certains moments, parler dans des termes qui dépassent quelque peu ce que nous, le commun des mortels, employons. Mais, j'ai trouvé que le député de Gouin avait été plutôt réservé à l'égard des fonctionnaires de l'Office d'information.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. CHOQUETTE: Le député de Gouin était parfaitement en droit de faire la relation entre une augmentation astronomique des dépenses de publicité de l'Office d'information d'une part, et d'autre part, la personnalité des responsables de ce budget dont le passé est bien connu et que le député de Gouin a illustré aussi clairement en Chambre. Par conséquent, je pense que le député de Gouin a mis la Chambre et le parlement du Québec en garde contre des abus possibles, des abus qui peuvent survenir et qui sont en quelque sorte inévitables si l'on considère le montant du budget que le gouvernement réclame. Si je me rappelle bien, dans son discours du budget, le ministre des Finances nous disait que les dépenses gouvernementales pour cette année augmentaient de 11% seulement, il s'agissait là des dépenses gouvernementales en général. Mais dans le domaine de la publicité, nous avons une augmentation de plus de 60% pour cette année sans compter l'augmentation de l'année dernière. Par conséquent, le député de Gouin était parfaitement justifié de soulever cette pierre parce qu'il y avait une couleuvre dessous, et le député de Gouin a rempli son devoir fidèlement en Chambre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): La couleuvre est sortie de dessous la pierre.

M. JOHNSON: Ce n'est pas une couleuvre, c'est un boa.

M. CHOQUETTE: Oui, encore, si le premier ministre préfère un boa.

M. JOHNSONS Un boa constricteur.

M. CHOQUETTE: Au cours de la partie qui se voulait sérieuse de son discours, le premier ministre nous confiait qu'il fallait repenser le problème de l'information gouvernementale, qu'il fallait se pencher sur ce problème-là.

Or, le premier ministre, dans cette veine paternelle et accueillante qu'on lui connaît à certains moments de ses interventions, nous disait: Eh bien! Oui, j'apprécie les suggestions de l'Opposition; oui, il va falloir penser aux

problèmes; oui, il va falloir prendre des mesures pour que l'information gouvernementale soit objective.

Le premier ministre me fait penser à un avocat que j'étais allé consulter avec un client au sujet d'une affaire importante. L'avocat me disait: Est-ce que nous pourrions faire ceci? Est-ce qu'il ne se pose pas telle question de droit? Est-ce qu'il ne faudrait pas envisager tel aspect? Enfin, c'était toujours des questions et jamais des réponses. Et mon client disait: N'est-ce pas un brillant avocat de poser tant de questions!

Le premier ministre est fort pour poser des questions, mais nous n'avons jamais de réponses. Alors que le problème de l'information gouvernementale est posé d'une façon aussi dramatique par l'augmentation du budget dans ce domaine-là, je ne vois pas pourquoi le premier ministre ne peut pas s'engager, immédiatement, dans la suggestion du député de Gouin et dire: Oui, nous allons former un comité parlementaire qui entendra et qui pourra interroger les officiers du service de publicité.

En plus de cela...

UNE VOIX: En parlant du problème de la Voirie.

M. CHOQUETTE: ... je ne vois pas pourquoi le premier ministre ne dirait pas à la Chambre: Nous allons adopter une réglementation et un code d'éthique applicable aux fonctionnaires de l'Office d'information. Est-ce que le premier ministre compte simplement sur les critiques de l'Opposition? Alors, je peux l'assurer que les critiques de l'Opposition deviendront de plus en plus violentes et que, peut-être, il aura à s'en repentir.

Si, d'un autre côté, le premier ministre désire que nous abordions la question de la publicité gouvernementale sur un plan objectif, à ce moment-là, qu'il crée les mécanismes, les structures et les comités et qu'il favorise l'institution de règlements applicables à ce domaine-là. Le premier ministre se rend parfaitement compte que le budget publicitaire du gouvernement — \$10 millions — dépasse amplement les dépenses de chacun des partis politiques lors de la dernière élection. Par un rapide calcul, on arrive à des dépenses déclarées par chacun des partis politiques de \$2,500,000 lors de la dernière élection.

La simple augmentation du budget, réclamée sous le titre Office d'information et de publicité est de \$1,600,000 à \$3,600,000.

Par conséquent, le gouvernement, le Conseil exécutif, le premier ministre lui-même, disposent, à l'heure actuelle, d'un budget, contrôlé

par lui personnellement, de \$2 millions pour la publicité. Quand on compare ce chiffre-là avec les dépenses électorales que l'on encourt ordinairement, c'est suffisant pour que le premier ministre, à la veille d'une élection, déclenche une campagne élogieuse, vantant les mérites des réalisations de l'Union Nationale et tout cela, sous le couvert de l'information et de la publicité.

Nous ne pouvons pas tolérer que le gouvernement ait cette arme entre les mains et que cette arme soit sans contrôle.

M. GRENIER: Démissionnez.

M. CHOQUETTE: Démissionner? Pas encore, ne vous inquiétez pas, je vais être ici pour un certain temps, à part cela.

UNE VOIX: Avec les treize?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. CHOQUETTE: Je veux simplement rassurer le député de Frontenac sur ma présence en Chambre pendant un certain nombre d'années. Si le gouvernement et si le premier ministre ont les bonnes intentions qu'ils ont montrées au cours de ce débat-là, comment se fait-il que le premier ministre n'apporte aucune suggestion positive pour qu'il y ait un contrôle efficace de ces dépenses-là? Comment se fait-il qu'il faille se contenter de promesses ou de: Oui, l'Opposition a raison; oui, l'Opposition soulève un problème sérieux? Quand passerons-nous aux actes? Quand le premier ministre dira-t-il: Nous allons envisager la question tout de suite ou demain matin, et voici ce que, moi, je préconise? Jamais.

Je termine cette intervention en demandant au premier ministre s'il a quelque chose de positif et de concret à proposer à la Chambre.

M. JOHNSON: L'adoption des crédits.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de D'Arcy-McGee.

M. GOLDBLOOM: M. le Président, ce que nous discutons, ce sont...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GOLDBLOOM: ... les effets politiques de la publicité et de l'information gouvernementales et le caractère politique de cette publicité et de cette information. J'ai devant moi 33 livraisons de la publication gouvernementale intitulée « Revue de presse » et huit livraisons de ce qui l'accompagne de temps en temps, la « Revue des Hebdomadaires ».

Cette accumulation représente approximativement les 3/4 des numéros publiés entre le 28 mars et le 18 juin de cette année. J'ai fait un petit relevé de ce qui paraît en première page de ces fascicules et je me permets de souligner — ce dont tout le monde est au courant — le fait que cette revue n'a aucune page frontispice et que partout où elle traîne, les articles qui sont résumés en première page sont exposés à la vue du lecteur.

Je voudrais souligner quelques statistiques au sujet de cette publication. Sur un total de 33 livraisons de la « Revue de presse », 25 fois le journal *Montréal-Matin* est cité en première page, 25 fois sur 33.

En faisant l'analyse des articles qui sont résumés, on trouve des choses fort intéressantes. On trouve que si l'on fait le décompte des articles qui sont favorables à l'Union Nationale, défavorables au parti libéral du Québec, favorables au parti progressiste-conservateur du Canada, défavorables au parti libéral du Canada, on arrive à un total de 20 articles du journal *Montréal-Matin* et 15 articles des autres journaux qui sont cités en première page, pour un total de 35 articles de cette nature.

M. DOZOIS: Est-ce que le député me permettrait une question? Sont-ce 33 numéros qui se suivent?

M. GOLDBLOOM: Ce sont 33 numéros sur un total possible, si mes calculs sont exacts, de 44 numéros dans cette période-là. Cela représente à peu près les 3/4 de la publication de cette période, soit du 28 mars au 18 juin.

M. DOZOIS: Je comprends que 44 numéros ont été publiés, que le député en a choisi 33 et que sur ces 33, il y en a 25 qui parlent en première page de *Montréal-Matin* alors que depuis la publication, il y a un numéro par jour, soit 300 par année.

M. GOLDBLOOM: Je voudrais souligner à l'intention de l'honorable ministre des Finances que je n'ai pas choisi les numéros. J'ai pris ceux qui se trouvaient dans mon bureau, que je n'avais pas lus hier.

Depuis quelques temps, M. le Président, je suis affecté à un travail particulier au sujet des crédits du ministère de la Famille et du Bien-Etre, au sujet du ministère de l'Education et au sujet du ministère de la Santé. Donc, depuis quelque temps je laisse traîner ces numéros dans mon bureau. Je donne ma parole au ministre des Finances que je n'ai même pas jeté un coup d'oeil sur ces numéros avant hier. J'ai pris

ce que j'avais, au hasard, dans mon bureau. Je les ai mis dans l'ordre et j'ai fait le relevé dont je donne les statistiques.

Alors, au total, 35 articles qui sont favorables au gouvernement et à ses amis, défavorables à l'Opposition ou à d'autres partis qui ne partagent pas le point de vue de l'Union Nationale. Si l'on prend la contrepartie: articles favorables au parti libéral du Québec, articles défavorables à l'Union Nationale, articles favorables au parti libéral du Canada, articles défavorables au parti Progressiste conservateur, vous ne serez pas étonné, M. le Président, de savoir qu'il n'y en a aucun qui ait paru dans le journal *Montréal-Matin* et il n'y en a eu que cinq publiés dans d'autres journaux qui ont été cités dans la revue de presse, et sur ces cinq je souligne qu'il y en a deux de la *Gazette de Montréal*, dont un éditorial traitant du choix d'un candidat possible au congrès de la chefferie du parti libéral du Canada et l'autre faisait l'éloge de M. Pearson à l'occasion de sa retraite.

Donc, M. le Président, sur 40 articles de nature politique ou d'implication politique publiés en première page de la revue de presse, 35 du côté du gouvernement, et 5 seulement du côté de ceux qui ne partagent pas son point de vue.

Je sou mets respectueusement, M. le Président, que les implications politiques de l'information gouvernementale sont parfois plus importantes que le gouvernement ne voudrait nous le laisser croire. J'ai devant moi et je veux y faire allusion très brièvement, le chapitre 56 des statuts IX Georges VI, 1945, qui porte le titre Loi autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion.

Je souligne que le gouvernement, au lieu de présenter un nouveau projet de loi a republié cette loi-ci qui expose les buts de ce service de radiodiffusion qui ferait partie, évidemment, du réseau d'information et de publicité du gouvernement: « Attendu qu'il est juste et nécessaire de créer une organisation radiophonique conforme aux droits constitutionnels de la province et du pays, affecté spécialement à la poursuite de ces faits, sous la surveillance du gouvernement... » Et je termine la citation, il y a toutes les prévisions pour la nomination des membres d'un organisme administratif nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et il y a même l'exigence que les activités de cet organisme soient soumises à l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. Cet organisme n'aurait même pas l'indépendance d'agir sans cette approbation...

M. JOHNSON: Si le député me le permet, nous avons l'Intention, même si nous n'y sommes pas obligés par le règlement, de permettre aux députés de nous poser toutes les questions qu'il leur plaira sur Radio-Québec.

M. GOLDBLOOM: Je connais les intentions, M. le Président. J'attends qu'elles soient mises à exécution. Je termine ma rétrospective de cette loi ancienne en citant l'article 21 de la loi qui dit:

« L'Office est spécialement chargé, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil: a) de préparer les programmes et de retenir les services de ceux qui doivent prendre part à leur exécution: b) de recueillir des nouvelles et de les radiodiffuser. »

Je sou mets, M. le Président, que le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas d'affaire à diriger l'assemblage des nouvelles ni la radiodiffusion. Mon collègue, le député de Richmond parle souvent de ceux qui ont le cerveau tellement alcoolisé que leur jugement est abîmé. Je sou mets qu'il y a des personnes qui ont le cerveau tellement politisé qu'ils ont également le jugement abîmé.

Je termine, M. le Président, par une petite anecdote qui, à mon sens, illustre la mentalité du gouvernement qui nous fait face de l'autre côté de la Chambre. Cette histoire se passe dans une juridiction autre que la nôtre où la jurisprudence est autre que la nôtre. Un jour, un homme frappe à la porte de son voisin et lui demande un emprunt de \$100. Le voisin dit: « Je n'ai pas généralement tant d'argent chez moi. » L'autre dit: « Je suis obligé de partir en vacances et j'ai négligé d'obtenir de l'argent et les banques sont fermées. » Alors, son voisin cherche, trouve les \$100 et en les lui offrant lui demande: « Quelle garantie est-ce que vous allez me laisser pendant votre absence? » Alors, il dit: « Je pensais que l'amitié n'exigeait pas de garantie. » Il dit: « Mais l'amitié, c'est une chose et l'argent, c'est une autre. » Donc, l'autre dit: « J'ai, au sous-sol de ma maison, un alambic dont je me sers pour préparer mon whisky personnel. Si vous voulez, je pourrai le transporter ici et le laisser chez vous durant mon absence. »

Alors, l'entente est conclue et le voisin retourne chez lui, prend l'alambic, le rapporte et le dépose au sous-sol de son ami. L'ami, après le départ de son voisin, se prépare à allumer le feu et à ce moment précis, on frappe à la porte. Il répond à la porte et voilà un gendarme assez costaud, en uniforme qui lui dit: « Monsieur, je suis informé que vous avez

un alambic illégal chez vous. » Il répond: « Mais, ce n'est pas vrai, je ne fabrique pas du whisky illégalement ». Le gendarme dit: « Monsieur, je suis informé que vous avez un alambic illégal et j'ai un mandat qui me permet de fouiller. »

Or, on le prend en flagrant délit et on le traduit devant la cour. Le juge lui demande: « Est-ce que vous plaidez coupable ou non coupable? » Il dit: « Monsieur le juge, je suis incapable de plaider, l'alambic ne m'appartient pas. Il appartient à mon voisin. » « Où est votre voisin? » « Mon voisin est parti en voyage. » « Je regrette, dit le juge, notre jurisprudence dit que celui qui est trouvé en possession de l'outillage est jugé coupable du crime. Est-ce que vous plaidez coupable ou non coupable? » Il dit: « Monsieur le juge, j'essaie de vous expliquer... » Le juge: « Non, notre jurisprudence dit que celui qui est en possession de l'outillage est jugé coupable du crime. »

M. JOHNSON: ... mais avec explication.

M. GOLDBLOOM: Oui, l'explication s'en vient? Il dit: « M. le juge, si vous me forcez

à plaider coupable à ce crime

plaide coupable à un autre crime en même temps.

— « Un autre crime? Quel sorte d'homme êtes-vous? Quel crime? »

— « Le viol. »

— « Le viol, quel crime honteux! Quand l'avez-vous commis? »

— « M. le juge, je ne l'ai pas encore commis, mais je me trouve en possession de l'outillage. »

M. le Président, le gouvernement a beau protester qu'il n'y a rien, n'importe de violé...

M. JOHNSON: M. le Président, est-ce que je pourrais faire motion pour qu'on enlève cette dernière partie du journal des Débats?

M. LESAGE: Comme cela vient du député de D'Arcy-McGee, personne ne va penser à mal.

M. GOLDBLOOM: M. le Président...

M. LESAGE: Le premier ministre a déjà conté des histoires plus corsées que cela.

M. GOLDBLOOM: ... le gouvernement proteste qu'il n'y a rien, ni personne de violé; je sou mets qu'il est en possession de l'outillage et que le moment est venu que par l'établissement d'un comité bipartite de la Chambre sur la publicité et l'information, il conclue un mariage avec l'Opposition et laisse la belle province tranquille.

M. JOHNSON: M. le Président, il a été convenu que nous proposerions la suspension pour quelques instants afin seulement, que le président retourne sur son trône et nous permette d'adopter des amendements à un bill qui nous est arrivé du Conseil législatif pour avoir une sanction vers une heure.

M. LE PRESIDENT: Les travaux du comité sont suspendus à loisir.

Message du Conseil législatif

M. PAUL (président): A l'ordre! Qu'il me soit permis de communiquer un message reçu du Conseil législatif.

« Conseil législatif, le 21 juin 1968.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec des amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

Bill No 14 intitulé: Loi de police.

Attesté Léonard Parent
greffier associé du Conseil législatif. »

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre.

M. JOHNSON: M. le Président, je propose l'adoption des amendements au bill no 14.

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre propose que les amendements adoptés par le Conseil législatif sur le bill 14, Loi de police, soit maintenant lus et agréés. Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. LESAGE: M. le Président, est-ce que vous avez fait le message au sujet du bill no 18?

M. LE PRESIDENT: Non, je crois qu'il a été retenu.

M. LESAGE: Très bien.

M. JOHNSON: Même si nous l'avions, je pense que...

M. LESAGE: Nous le laisserions au feuillet.

M. JOHNSON: ... d'un commun accord, nous

laisserions ces propositions d'amendement à l'ordre du jour.

M. LESAGE: C'est cela. Très bien.

M. BOURASSA: M. le Président, seulement quelques mots sur l'importance des sommes qui sont accordées à cet article.

C'est qu'alors qu'on pratique l'austérité au niveau des revenus, dans le secteur des dépenses sociales, que ce soit l'assistance-médicaments, l'assurance-maladie ou l'assistance judiciaire, alors qu'on pratique l'austérité dans le secteur économique — par exemple, on réduit les sommes pour le réseau routier et pour la SGF — et qu'on prive les municipalités de sommes auxquelles elles ont droit, nous avons une augmentation de 250% dans le domaine de la publicité. Je voulais tout simplement dire, M. le Président, que je trouve injustifié, inopportun et carrément exagéré d'accorder des sommes aussi importantes, qui ne peuvent que favoriser le bien-être électoral du gouvernement, alors qu'on pratique l'austérité dans des domaines essentiels, comme, par exemple, l'assistance-médicaments ou le développement économique.

M. MICHAUD: M. le Président, pour conclure ce débat sur l'Office d'information et de publicité, vous comprendrez que nous aurions de multiples questions à adresser aux responsables de l'Office d'information et de publicité, en l'occurrence au premier ministre. Nous les déposerons au feuillet de l'Assemblée législative. Pour les raisons que j'ai données précédemment — le gouvernement ne souscrivant pas à notre suggestion de créer un comité parlementaire pour contrôler les activités de l'office et les sommes dont il sollicite l'approbation par les Chambres — je demande le vote sur le poste budgétaire no 12 du Conseil exécutif, Office d'information et de publicité. Nous allons voter en bloc.

M. LESAGE: En bloc.

M. MICHAUD: ... contre les subsides réclamés par le premier ministre.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Que ceux qui sont pour l'adoption du poste budgétaire no 12 veuillent bien se lever.

M. LE GREFFIER ASSOCIE: Quarante-deux, pour.

M. LE PRESIDENT: Que les honorables dé-

putes qui sont contre l'adoption du poste budgétaire no 12 veuillent bien se lever.

M. LE GREFFIER ASSOCIE: Vingt contre.

M. LE PRESIDENT: Le poste budgétaire no 12 est adopté.

M. JOHNSON: Je comprends que le poste 13 est adopté.

M. LESAGE: Un instant, s'il vous plaît.

M. JOHNSON: ejusdem generis...

M. LESAGE: Bien, je veux savoir.

M. JOHNSON: ... et ancillaire.

M. LESAGE: «Campagne d'information, sous réserve de l'approbation du... »

M. JOHNSON: Et c'est une division qui existait autrefois dans les crédits et que nous avons continué de maintenir.

M. MICHAUD: Provisions pour l'opération d'un pavillon sur la Terre des Hommes?

M. JOHNSON: Oui.

M. MICHAUD: Est-ce que le contrat global de \$500,000 de l'aménagement a été confié à SOPEC? Est-ce l'agence de publicité SOPEC qui s'occupe de l'aménagement?

M. JOHNSON: Non, non, pas du tout.

M. MICHAUD: A qui a-t-on confié le réaménagement du pavillon du Québec? A quel entrepreneur?

M. JOHNSON: Le réaménagement a été fait en majeure partie par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

M. MICHAUD: Quelle société commerciale s'est occupée du réaménagement du pavillon?

M. JOHNSON: C'est un M. Lucien Bédard qui n'est pas de SOPEC.

M. MICHAUD: Est-ce que M. Bédard est un spécialiste en construction de stands?

M. JOHNSON: M. Cyr m'informe que c'est le même M. Bédard qui, l'année dernière, avait aménagé douze pavillons.

M. MICHAUD: A l'exposition de Terre des Hommes? Est-ce que M. Maurice Custeau est intéressé dans cette entreprise?

M. JOHNSON: Non, M. Custeau a été...

M. MICHAUD: A-t-il une fonction officielle au pavillon?

M. JOHNSON: Il a cependant été engagé sur une base temporaire, il a même refusé des honoraires - pour donner un coup de main en vue de l'aménagement. Il nous restait si peu de semaines et on sait que M. Custeau est habitué à ce genre de travail. Lorsque nous étions à la chambre de commerce en 1940, il était déjà l'aménagiste des expositions, des bazars et de toutes les autres organisations de la chambre de commerce.

Ensuite, il a fait carrière au Palais du commerce, plus précisément dans l'organisation des expositions.

M. MICHAUD: Est-ce que le gouvernement compte reprendre l'initiative qu'il a entreprise l'année dernière et se servira du pavillon du Québec pour inviter des représentants des groupes de pression et des corps intermédiaires à des réceptions officielles au pavillon?

M. JOHNSON: Nous n'avons pas le budget nécessaire cette année.

M. MICHAUD: Vous n'avez pas le budget nécessaire à cette fin cette année?

M. JOHNSON: Non.

M. MICHAUD: Donc, l'on peut conclure qu'il n'y aura presque pas de réceptions officielles du gouvernement du Québec au pavillon de Terre des Hommes.

M. JOHNSON: Le moins possible. Cependant, le thème c'est «Québec, neuf régions touristiques». Alors, il est possible qu'il y ait une réception pour chacune des régions. On a vu à faire préparer des menus au restaurant, qui est évidemment sous la responsabilité d'un concessionnaire, mais qui va se plier à cette obligation.

M. MICHAUD: Qui est le concessionnaire?

M. JOHNSON: Une compagnie qui l'année dernière exploitait deux ou trois restaurants à Terre des Hommes, qui a de l'expérience.

M. MICHAUD: Qui est le concessionnaire du restaurant au pavillon?

M. JOHNSON: La Caravelle.

M. MICHAUD: La Caravelle. Qui est le responsable de la compagnie? Le président?

M. JOHNSON: Ils avaient la Place d'accueil l'année dernière.

M. MICHAUD: Le nom du président de la compagnie ou le gérant général?

M. JOHNSON: Je crois que c'est Roland Gagné. En tout cas, je sais qu'il est l'animateur de la compagnie.

M. MICHAUD: Le marchand de meubles?

M. JOHNSON: Oui. Il avait obtenu la concession à la Place des Étoiles l'année dernière, comme à la Place d'accueil et aussi d'autres accommodations de restauration, d'ailleurs, après soumissions, et les contrats ont été signés même avant juin 1966.

M. MICHAUD: Est-il vrai que le pavillon du Québec à Terre des Hommes est sous l'autorité de l'Office d'information et de publicité, par voie de conséquence du directeur de l'Office?

M. JOHNSON: Pour le moment, oui. Il a fallu faire vite; il a fallu faire beaucoup avec peu d'argent et peu de temps, mais il y aura là...

M. LESAGE: A entendre le premier ministre, c'est presque à contrecœur.

M. JOHNSON: Non, non.

M. LESAGE: Le ton du premier ministre est tel qu'on dirait que c'est à contrecœur qu'il a confié cela à l'Office d'information.

M. JOHNSON: Non, je ne crois pas que l'office doive demeurer là, d'ailleurs. Il y aura un commissaire...

M. LESAGE: Il piétine sur sa propre raison pour en arriver à une décision difficile.

M. JOHNSON: ... pour l'aménagement et le fonctionnement cette année. Le budget de \$500,000 est moindre que le seul budget des traitements du personnel l'année dernière. Il faut donc tenter de faire beaucoup avec peu, et c'est là qu'on a besoin de bons hommes. Il y a l'Office

d'information avec M. Cyr et M. Lenoir et d'autres on a réussi quand même à réaménager le pavillon et il semble qu'il plaise en tout cas aux visiteurs qui en font de grands compliments. On dit même qu'il est plus vivant, plus intéressant que l'année dernière, mais ça, c'est une question d'opinion.

M. MICHAUD: Est-ce que SOPEC touche des commissions de publicité pour des travaux à l'intérieur du pavillon du Québec, travaux exécutés par Commercial Art Center ou autrement?

M. JOHNSON: Aucune commission.

M. MICHAUD: SOPEC ne touche en aucune façon à aucune commission...

M. JOHNSON: Non.

M. MICHAUD: ... pour les travaux exécutés au pavillon de Terre des Hommes?

M. JOHNSON: Pas du tout.

M. MICHAUD: A qui a-t-on confié le graphisme du pavillon de Terre des Hommes? Au poste budgétaire 12, article 4, on a voté sur...

M. JOHNSON: Je pense que le seul graphisme qui s'est fait là, s'il s'en est fait, c'est celui de M. Lenoir et de quelques membres de l'Office.

DES VOIX: Adopté.

M. LESAGE: C'est le poste 12 que nous venons d'adopter sur division, pas le poste 13. Non, non, nous n'avons pas adopté le poste 13.

M. JOHNSON: Le poste 13, est-on prêt à l'adopter?

M. LESAGE: Non, il n'est pas sur ma liste.

M. JOHNSON: Nous y reviendrons. En somme, ce sont deux postes qui se tiennent. C'est un poste supplétif, si l'on veut, qui sert à financer des campagnes pour certains ministères. De plus en plus, nous...

M. LESAGE: J'aimerais bien avoir le détail.

M. JOHNSON: C'est un fonds de suppléance.

M. LESAGE: Oui...

M. JOHNSON: Alors Je ne sais pas à quoi nous allons suppléer, nous ne pouvons donner...

M. LESAGE: Nous pourrions faire ça à la prochaine séance.

M. JOHNSON: Mais nous risquons de revenir sur un article qui est déjà voté.

M. MICHAUD: Non, non, écoutez, c'est un million de dollars ça.

M. LESAGE: Un million de dollars. C'est \$900,000, on ne peut tout de même pas passer ça à la vapeur.

M. JOHNSON: D'accord.

M. LESAGE: Vous allez dire à quoi ça sert.

M. JOHNSON: Nous avons déjà voté des centaines de millions...

M. LESAGE: Notre entente, c'est au poste 1. Au poste 1, j'ai une question à poser au premier ministre.

M. JOHNSON: Oui, j'écoute.

M. LESAGE: Je ne sais pas si mes collègues en ont à poser, mais je l'ai avisé de ma question. Quelles sont les intentions du gouvernement quant à la destination des lieux, je parle de Bois de Coulange?

M. JOHNSON: M. le Président, nous n'avons pas arrêté de plan, nous avons eu des offres d'acquisition par des intérêts privés. Nous avons dit: Non.

M. LESAGE: J'espère! S'il y a un endroit qu'il faut conserver pour...

M. JOHNSON: Comme dirait le grand ami du chef de l'Opposition, le premier ministre de Terre-Neuve! « Over my dead body ».

M. LESAGE: Il est devenu le grand ami du premier ministre actuel.

M. BELLEMARE: Article 2, adopté.

M. LESAGE: Non, un instant. J'ai le droit à une explication.

M. JOHNSON: C'est un endroit splendide.

M. LESAGE: Oui.

M. JOHNSON: Et je pense que ce serait un acte criminel que de vendre cette propriété pour exploitation commerciale.

M. LESAGE: Commerciale ou même immobilière.

M. JOHNSON: Même immobilière. Je crois que le moins ou le plus qu'on pourrait souhaiter c'est que le ministre des Affaires culturelles tire la couverture de son bord. Ce serait un splendide endroit d'animation culturelle. On pourrait y construire pour un gouvernement qui nous succédera un jour — ce sera peut-être le député de Laurier dans dix ou douze ans — la maison du président de la république. Mais, pour le moment, nous croyons qu'il n'y a pas urgence de reconstruire sans avoir fixé une destination définitive à ce terrain splendide. C'est l'un des plus beaux endroits au Canada.

M. LESAGE: Justement, comme c'est un des plus beaux endroits au Canada, est-ce que le premier ministre a songé à en faire un parc où le public serait admis?

M. JOHNSON: C'est le moindre ou le minimum.

M. GRENIER: Une piste de course.

M. LESAGE: M. le Président, il est clair que le député de Frontenac n'a aucunement le sens des valeurs. Voici un endroit superbe. Nous sommes d'accord, le premier ministre et moi. Il faut que cet endroit serve à des fins qui permettent à la population du Québec et à nos visiteurs d'en jouir. Alors est-ce que le premier ministre, en attendant que des décisions définitives soient prises quant à sa destination éventuelle, ne pourrait pas demander aux services compétents du gouvernement d'étudier la possibilité d'ouvrir ce magnifique espace comme parc public, surveillé par la Sûreté?

M. JOHNSON: Oui, il y a, évidemment, les Plaines d'Abraham, qui...

M. LESAGE: Oui, c'est tout près, je le sais, mais ce n'est pas le même cachet.

M. JOHNSON: ... ont une vocation polyvalente.

M. LESAGE: Oui, mais si on ne veut pas qu'à mon tour ou que le premier ministre à son tour raconte des histoires corsées, n'allons pas sur les plaines.

M. JOHNSON: Quand on sait ce qui se passe sur les Plaines d'Abraham, on hésite à envoyer les gens là où il y a des feuillées, des buissons...

M. LESAGE: C'est très joli.

M. JOHNSON: ... car l'on pourrait créer des occasions.

M. LESAGE: Bien, il faut dire qu'à l'heure où j'y passe le matin pour me rendre au parlement, les feuillées sont désertes.

M. JOHNSON: La suggestion du chef de l'Opposition est très au point. Il faudra étudier quelle est la vocation de ce terrain splendide, de ce site unique.

M. LESAGE: Oui, mais, pour le moment, il me semble qu'il y aurait moyen de prendre des dispositions pour l'ouvrir au public.

M. JOHNSON: Oui, peut-être. Nous allons demander avis à nos services des parcs et à un comité interministériel dont ferait partie le ministre des Affaires culturelles.

M. LESAGE: D'accord, et il faudrait absolument une surveillance assez étroite de la Sûreté.

M. JOHNSON: Surtout, il faudrait mettre les gens en garde contre l'herbe à la puce.

M. LESAGE: Je suis allé assez souvent à Bois de Coulange. Si le premier ministre, lorsqu'il s'y est rendu, est tombé sur de l'herbe à la puce, il a fréquenté des coins que je n'ai pas fréquentés.

M. JOHNSON: On avait convenu de n'en point parler en Chambre.

M. LE PRÉSIDENT: Article 1, adopté, Article 2.

M. LESAGE: M. le Président, à l'article 2, quant à l'administration, il y a une augmentation assez substantielle du personnel, 81 à 109.

M. JOHNSON: Voici ce qui arrive, M. le Président. Il y a une augmentation assez considérable, en fait, à l'article traitements et indemnités, frais de voyages, frais de bureau, matériel, automobiles, etc.

M. LESAGE: Non, le personnel. Le nombre des ministres sans portefeuille a été augmenté.

M. JOHNSON: Disons qu'en ce qui concerne le personnel, il y a mutation à notre ministère du personnel composé de 12 fonctionnaires attachés au cabinet du ministre d'Etat délégué à la Fonction publique.

Et ce personnel était rattaché, comme on le sait, jusqu'au 31 mars, au ministère de l'Éducation. Il nous a fallu augmenter les effectifs de douze postes, pour la période 68/69, et en prévoir huit autres additionnels pour préparer d'autres ministères.

On a dû se rendre compte, dans le public en tout cas, que nous avions une façon de procéder avant de créer un ministère. Nous montons les cadres, les structures essentielles, nous tentons de découvrir quels sont les meilleurs fonctionnaires qui pourraient occuper des postes clés, et même il arrive qu'on les mette à l'ouvrage. Le ministre d'Etat à la fonction publique s'est occupé, à la tête d'un comité de coordination, de toutes les négociations et continue ce travail extrêmement important. Il a donc besoin d'un personnel assez nombreux, et je pense que nous aurons même besoin d'un budget supplémentaire à un autre poste, car les \$200,000 prévus ne seront peut-être pas suffisants.

Nous avons aussi un ministre d'Etat délégué au haut commissariat de la jeunesse, des loisirs et des sports qui lui...

M. LESAGE: Oui, mais il y a un poste.

M. JOHNSON: Oui. Et qui lui aussi émerge à notre budget et...

M. LESAGE: Pas à l'administration?

M. JOHNSON: Oui, donc six...

M. LESAGE: Six?

M. JOHNSON: Oui.

M. LESAGE: Très bien.

M. JOHNSON: Dont six postes émergeant...

M. LESAGE: Alors, ça fait seize, et je suppose qu'il y a aussi le ministère des Institutions financières?

M. JOHNSON: D'accord.

M. LESAGE: Alors, l'explication, je l'ai.

M. JOHNSON: Alors...

M. LESAGE: Ma demande d'explication était

quant à l'augmentation du personnel. Quant au reste, c'est facile, les autres augmentations sont faciles à déterminer, c'est l'augmentation du nombre des ministres sans portefeuille.

Depuis l'étude des crédits de l'année dernière, M. Jacques Parizeau n'est plus conseiller économique auprès du conseil des ministres. Alors, est-ce que je pourrais demander quel est son statut maintenant? Est-ce qu'il est à honoraires ou quoi?

M. JOHNSON: M. Parizeau a démissionné pour retourner à l'enseignement. Il était en congé, selon les règlements de l'Ecole des hautes études, pour un an, terme renouvelable une fois seulement. Il a décidé de retourner à sa chaire de professeur, et il a cependant accepté de continuer à travailler pour le compte de l'Exécutif à titre de consultant à honoraires.

M. LESAGE: Quels sont ses honoraires?

M. JOHNSON: Il a, je ne sais pas si...

M. LESAGE: Est-ce un per diem ou...?

M. JOHNSON: Je ne sais pas s'il a donné suite à la convention à laquelle nous en étions arrivés dans mon bureau.

Il avait accepté ce mode de rémunération qu'on appelle un « retainer » de \$100 par semaine ou \$5,000 par année, plus tant par jour selon le nombre de jour de travail. Dans son cas c'est \$20 l'heure.

M. LESAGE: Alors, pourquoi le premier ministre critiquait-il tant les honoraires de M. Pigeon?

M. JOHNSON: Je n'avais pas critiqué le quantum à l'heure.

M. LESAGE: Alors, qu'est-ce... Nous nous souvenons des scènes du premier ministre actuel, alors qu'il était chef de l'Opposition, et qu'il insultait régulièrement un homme d'une compétence extraordinaire.

M. MICHAUD: Le premier ministre ne faisait pas cela.

M. JOHNSON: Pas régulièrement, une fois.

M. LESAGE: Qu'il constate la différence.

M. MICHAUD: Ce n'est pas possible! Le premier ministre ne faisait pas cela!

M. LESAGE: Nous reconnaissons à M. Parizeau une haute compétence et nous considérons que les honoraires qui lui sont payés ne sont pas réellement ce qu'il devrait recevoir, étant donné sa valeur.

M. JOHNSON: Vous direz cela au ministre.

M. LESAGE: Vous voyez la différence d'attitude entre l'ancien chef de l'Opposition et le chef de l'Opposition actuel?

M. JOHNSON: Apparemment, nous ne sommes...

M. LESAGE: M. le Président, quant à M. Beaulieu, est-ce que le premier ministre continue d'avoir beaucoup de difficulté à le retenir?

M. JOHNSON: Oui, M. Beaulieu est notaire de profession, même si cela ne paraît pas autant que dans le cas du député de Deux-Montagnes. Il avait accepté d'occuper le poste de chef de cabinet pour une période de six mois, et de période en période, nous l'avons retenu pour des raisons administratives, si vous voulez... Il serait parti au mois de mars ou avril.

Il a été très éprouvé, mais mieux et nous en sommes fort heureux. Je lui ai dit: Vous allez demeurer jusqu'à ce que les crédits soient adoptés; c'est vous qui avez approuvé tellement de choses, vous allez m'aider à rendre compte du mandat. Dès que les crédits seront adoptés, il retournera à ses activités professionnelles...

M. LESAGE: Et politiques.

M. JOHNSON: Il a un hobby, comme plusieurs autres, c'est de s'occuper de politique.

M. MICHAUD: Qui remplacera M. Beaulieu?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est moi.

M. LESAGE: J'attends que M. Beaulieu quitte le bureau du premier ministre pour saisir les indices, quant aux dates d'élection possible.

UNE VOIX: En 1971.

M. JOHNSON: Je pense qu'on n'aurait pas dû attendre.

M. BELLEMARE: Adopté.

M. LESAGE: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 2, adopté. Article 3?

M. LESAGE: Pour ce qui est des articles 15 et 16, M. le Président, ces deux postes du budget ont été discutés brièvement. Mais, comme nous devons le faire, je crois, lors de l'étude des crédits du ministère des Finances en comité des crédits...

M. LE PRESIDENT: Articles 15 et 16 adoptés.

M. JOHNSON: Article 18.

M. LESAGE: L'article 18, si le premier ministre veut bien me dire la raison de l'augmentation de \$25,000, je serai disposé quant à moi à adopter ce poste.

M. JOHNSON: C'est que nous pensons que les imprévus seront plus considérables.

M. LESAGE: Ce n'est pas une réponse bien satisfaisante, le premier ministre l'admettra. Le premier ministre devrait avoir au moins l'imagination de me répondre qu'il y a un monsieur Parizeau qui est maintenant à honorer.

M. BELLEMARE: Il a une bonne raison.

M. JOHNSON: L'excédent de la dépense a été comblé l'année dernière par un emprunt au fonds de secours. On en n'avait pas eu assez, ça avait coûté \$10,000 de plus pour certains petits...

M. LESAGE: Certains petits quoi?

M. JOHNSON: L'année dernière nous avions...

M. LESAGE: Certains petits bleus.

M. JOHNSON: Disons que c'est un article^ poste fourre-tout...

M. LESAGE: Oui.

M. PINARD: Il doit y avoir des cachettes là-dedans.

M. JOHNSON: Par exemple, nous avons à même cet article payé sur une base d'honoraires les services d'un homme qui réellement nous a fait du bon boulot.

M. LESAGE: L'enquêteur anonyme ne tombe pas là-dedans?

M. JOHNSON: Non, je parlais de M. Jos. Couture qui nous a rendu d'énormes services pendant l'Expo.

M. LESAGE: Oui, mais il n'y est pas pour 1968/69.

M. JOHNSON: 1968/69, non. Il est possible qu'on ait besoin d'un autre Jos. Couture ou du même Jos. Couture.

M. LESAGE: Non, je pense que c'est le premier ministre qui va voir le général.

M. BELLEMARE: Adopté.

M. PINARD: C'est en compagnie du chef de protocole?

M. BELLEMARE: Adopté.

M. LESAGE: Un instant. Non. Je voudrais en profiter pour dire que j'ai consenti à l'adoption de l'article 1 — je voulais le mentionner à ce moment-là — je voudrais bien entendu que pour ce qui est du transport en commun, dans la région de la capitale et y compris la traverse de Lévis, c'est notre intention d'en discuter au poste de la Commission d'aménagement.

M. JOHNSON: D'accord.

M. LESAGE: Un mot seulement. Je voudrais demander au ministre des Finances de rappeler à ses officiers l'engagement qu'il a pris envers moi-même de me remettre une série de documents, dont, entre autres, la liste des montants qui ont été puisés dans le fonds de secours auquel on vient de faire allusion et qui n'ont pas été remplacés par des postes de budgets supplémentaires.

M. DOZOIS: Mardi, j'ai rappelé à un fonctionnaire qui m'accompagnait de ne pas oublier de se rendre au désir du chef de l'Opposition et de lui fournir les réponses.

M. LESAGE: Merci.

M. DOZOIS: Je les attends.

M. LESAGE: Je n'ai pas reproché au ministre des Finances d'être en retard. Je lui ai rafraîchi la mémoire.

M. LE PRESIDENT: Est-ce que le poste budgétaire no 18 est adopté?

M. LESAGE: Oui.

M. LEBEL (Président du comité des subsides): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté des résolutions et qu'il demande la permission de siéger à nouveau.

M. PAUL (Président): Quand le comité pourra-t-il siéger à nouveau? A la prochaine séance ou à une séance subséquente?

L'honorable ministre des Finances propose que les résolutions adoptées par le comité des subsides soient maintenant lues et agréées. Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. BELLEMARE: Il y aura une sanction dans quelques minutes.

M. LESAGE: Ce serait peut-être aussi bien d'ajourner la Chambre maintenant, afin que le président n'ait pas à revenir au fauteuil après la sanction.

M. BELLEMARE: Je proposerais l'ajournement de la Chambre à mercredi, trois heures. Mercredi, nous prendrons d'abord le Conseil exécutif et, ensuite, le ministère de la Justice.

M. LESAGE: Le ministère de la Justice? Ah bon!

M. BELLEMARE: Il y aurait peut-être lieu, entre les deux, de faire adopter les bills d'impôt.

M. LESAGE: Si on tente de faire voter les

bills d'impôt entre les crédits du Conseil exécutif et ceux du ministère de la Justice, on ne pourra compter que les crédits du ministère de la Justice viendront mercredi.

M. BERTRAND: N'oubliez pas d'aller voter le 25.

M. LESAGE: Ce sont des petits bills qui ont de grandes conséquences.

M. BERTRAND: Votez bien, mais une seule fois.

M. BELLEMARE: Trois heures.

M. LE PRÉSIDENT: De consentement unanime, après la sanction royale dans quelques minutes, la Chambre ajournera ses travaux à mercredi, trois heures de l'après-midi.

LE SERGENT D'ARMES: M. le Président, un messenger de Son Honneur le lieutenant-gouverneur. Mr. Speaker, a messenger from His Honour the Lieutenant Governor.

M. LE PRÉSIDENT: Faites entrer le messenger. Admit the messenger.

LE MESSENGER: M. le Président, Son Honneur l'honorable lieutenant-gouverneur désire la présence des membres de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Mr. Speaker, it is the Honourable Lieutenant Governor's pleasure that the members of this House do attend immediately in the Legislative Council Chamber.

(13 h 22)